

ODOXA

L'Opinion tranchée

Baromètre santé 360

*La place de la santé dans la campagne présidentielle :
système de santé et comparaison européenne, place des médecins et
déserts médicaux, santé connectée*

LEVÉE D'EMBARGO LUNDI 27 FÉVRIER À 10H

Sondage réalisé pour



SciencesPo
CHAIRE SANTÉ

LE FIGARO
santé



Méthodologie



Recueil

- Echantillon de Français interrogés par Internet les 8 et 9 février 2017.
- Echantillon de médecins interrogés par Internet du 3 au 13 février 2017.
- Echantillon de directeurs d'hôpitaux interrogés par Internet du 2 au 20 février 2017.
- Echantillon d'Européens interrogés par Internet du 3 au 13 janvier 2017.



Echantillon

Echantillon de 1 001 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Echantillon de 3 046 Européens (Français, Britanniques, Espagnols, Allemands et Italiens) représentatif des populations de chacun des pays en termes de sexe, âge, CSP, régions et en fonction du poids démographique de chacun de ces 5 pays (*ex : poids plus fort pour l'Allemagne*)

Echantillon de 428 médecins

Echantillon de 190 directeurs d'hôpitaux

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20%, la marge d'erreur est égale à 2,5%. Le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

7^{ème} vague de notre Baromètre santé 360

Contexte (1/2)

Contexte et objectifs de cette 7^{ème} vague du Baromètre santé 360

Alors que nous entrons dans la période la plus intense de la campagne présidentielle, et, chose unique dans les annales à cette période, alors que l'issue de cette élection est encore totalement indécise (alors que nous sommes normalement dans la période dite de « cristallisation » du vote),

nous avons souhaité que la 7^{ème} vague de notre baromètre 360 sur la santé creuse plus profondément la thématique de La place de la santé dans la campagne présidentielle, **en focalisant notre questionnement sur deux axes :**

- A la fois en comparant la perception de notre système de santé avec celle prévalant dans les autres pays Européens voisins,
- Et en investiguant les mesures privilégiées pour faire face aux grands défis de demain pour la santé en France : les pistes de réformes souhaitées pour l'assurance maladie, les voies de développement de la santé connectée et surtout, la lutte contre les déserts médicaux.

7^{ème} vague de notre Baromètre santé 360

Contexte (2/2)

Pour effectuer des mesures les plus complètes possibles sur ces questions, nous avons interrogé 4 populations distinctes :

Les **Français, les Européens** (4 principaux pays en plus de la France), les **médecins** (particulièrement concernés par la question des déserts médicaux) et, **pour la première fois, les directeurs d'hôpitaux** (grâce au concours de nos partenaires de la FHF pour le public, et de Ramsay-Générale de Santé pour le privé).

Avec le concours scientifique de la chaire santé de Sciences Po, de nos partenaires hospitaliers, de la MNH et d'Orange Healthcare, et l'appui de nos partenaires médias, Le Figaro santé et France Inter nous vous proposons donc un « Baromètre Santé 360 » tout à fait exceptionnel en ce mois de février 2017.

Vous trouverez ci-après les principaux enseignements de notre enquête de manière synthétique et pourrez retrouver toute l'analyse détaillée à la fin du rapport.

Gaël Sliman, Président d'Odoxa
@gaelsliman

Principaux enseignements (1/3)

I – Jugement global sur les systèmes de santé en Europe : la France disposerait d'un trésor à préserver et les électeurs seront très sensibles aux propositions que les prétendants à l'Élysée leur feront en matière de santé

- 1) Pour les Français, comme les médecins et les directeurs d'hôpitaux, la France dispose à la fois du meilleur système de santé et du meilleur système d'assurance maladie en Europe
- 2) Le retour d'expérience objectif rejoint la perception subjective : la France est le pays où le taux de satisfaction des patients est le plus élevé en Europe avec 86%
- 3) Malgré le fort taux de satisfaction observé auprès des patients, nombreux sont les problèmes rencontrés par les Français comme leurs voisins européens. La santé constitue donc toujours une attente extrêmement forte à l'égard des pouvoirs publics
- 4) D'ailleurs, plus des trois-quarts des Français (77%) affirment que les propositions faites par les candidats en matière de santé auront un impact important sur leur vote

Principaux enseignements (2/3)

II – Les grandes réformes souhaitées en matière de santé : la réforme de l'assurance maladie et la lutte contre les déserts médicaux ou l'ère des paradoxes

- 1) Les mesures privilégiées pour réduire le déficit de l'assurance maladie : les Français approuvent toutes les mesures... du moment qu'elles n'impliquent aucun effort financier de leur part !
- 2) Déserts médicaux : tout le monde, Français, directeurs d'hôpitaux et médecins s'accordent à dire qu'il y a un problème concernant la répartition des médecins sur le territoire... mais les médecins refusent une plus grande intervention des pouvoirs publics pour y remédier
- 3) En moyenne 7 médecins sur 10 refuseraient, a priori par principe de s'installer en zones rurales ou en banlieues. Mais un médecin sur deux (46% contre 52%) pourrait finalement se laisser convaincre de s'y installer « si les mesures proposées étaient suffisamment incitatives ».
- 4) Le problème consistera sans doute à trouver des mesures suscitant assez de consensus et assez souples (tout en étant efficace) pour échapper à un certain égoïsme des acteurs : dès lors que les mesures testées nécessitent un effort ou un sacrifice des médecins ou des Français, ceux-ci la jugent dès lors, immédiatement « peu convaincante ».

Principaux enseignements (3/3)

III - La santé de demain : perceptions et attentes sur la formation des médecins et place de l'hôpital et de la santé connectée à l'avenir

- 1) Réformateurs, **85% des Français seraient favorables** à la mise en place d'un mécanisme de **re-certification des médecins** et 56% seraient prêts à consulter auprès d'une infirmière plutôt que d'un médecin
- 2) Largement concernés par la prise en charge du vieillissement, **les Français pensent que la santé connectée peut être LA solution**, mais ils estiment que les nouvelles technologies sont encore sous-utilisées et méconnues par les médecins et les acteurs de santé
- 3) **L'hôpital de demain vu par les Directeurs d'hôpitaux** : ils sont convaincus qu'il pourra jouer un rôle positif contre les déserts médicaux
- 4) Pour les Directeurs d'hôpitaux la prise en charge des personnes âgées constitue **LE principal défi** à relever pour les hôpitaux à l'avenir

[Retrouvez la synthèse détaillée des résultats à la fin de ce rapport](#)

Chapitre 1

Jugement global sur le système de santé et comparaison européenne

Palmarès des pays européens perçus comme ayant le meilleur système de santé



Lequel des grands pays européens suivants vous semble avoir le meilleur système de santé ?



Français



Médecins

Directeurs
d'hôpitaux



Européens

		Evolution*		Evolution*			Evolution*
La France	78%	+ 11	69%	+ 20	68%	23%	+ 2
L'Allemagne	16%	- 6	23%	- 18	20%	39%	- 4
Le Royaume-Uni	3%	- 3	5%	=	3%	21%	=
L'Espagne	1%	- 2	1%	- 1	4%	10%	+ 1
L'Italie	1%	=	0%	- 1	1%	7%	+ 2
(NSP)	1%	=	2%	=	4%	0%	- 1

*Baromètre santé 360 Odoxa publié le 14/11/2016

Palmarès des pays européens perçus comme ayant le meilleur système de santé – détail par pays



Lequel des grands pays européens suivants vous semble avoir le meilleur système de santé ?



Détail Européens



Allemagne

39%

82%

16%

24%

21%

36%

France

23%

6%

78%

9%

9%

9%

Royaume-Uni

21%

10%

3%

60%

11%

19%

Espagne

10%

1%

1%

6%

57%

3%

Italie

7%

1%

1%

1%

2%

33%

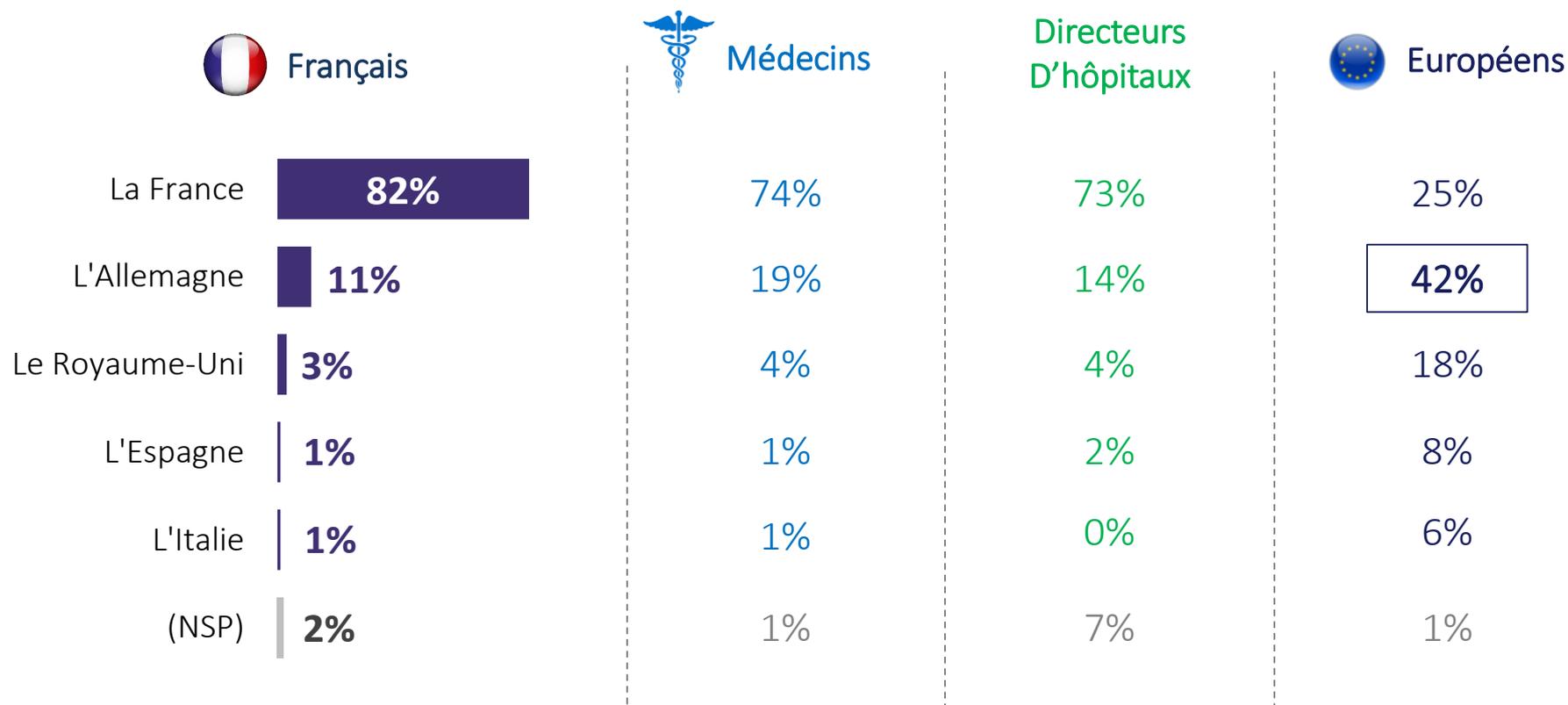
(NSP)

1%

Palmarès des pays européens perçus comme ayant le meilleur système d'assurance maladie



Et lequel de ces pays vous semble avoir le meilleur système d'assurance maladie et/ou de remboursement des soins de santé ?



Palmarès des pays européens perçus comme ayant le meilleur système d'assurance maladie – détail par pays



Et lequel de ces pays vous semble avoir le meilleur système d'assurance maladie et/ou de remboursement des soins de santé ?



Détail Européens



Allemagne

42%

82%

11%

34%

29%

40%

France

25%

6%

82%

11%

12%

11%

Royaume-Uni

18%

9%

3%

45%

12%

21%

Espagne

8%

1%

1%

6%

43%

2%

Italie

6%

1%

1%

3%

2%

25%

(NSP)

1%

1%

2%

1%

2%

1%

Personnes ayant fréquenté un hôpital sur les 2 dernières années



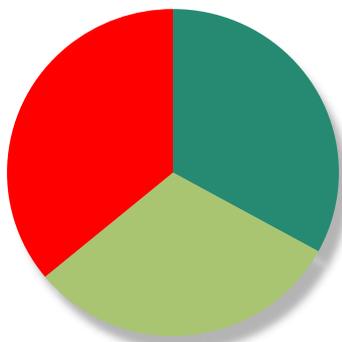
Au cours de ces deux dernières années, avez-vous été hospitalisé vous-même ou avez-vous eu à vous rendre dans un établissement de santé pour y accompagner un proche hospitalisé ?



Français

ST OUI : 64%

Non
36%



Oui, pour y être
soigné vous-
même
33%

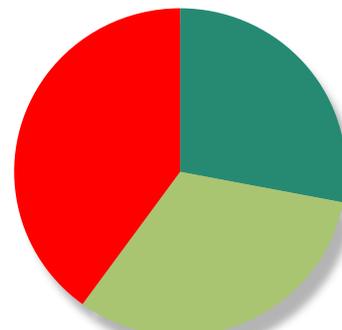
Oui, pour y accompagner un proche
31%



Européens

ST OUI : 60%

Non
40%



Oui, pour y être
soigné vous-
même
28%

Oui, pour y accompagner un proche
32%

Personnes ayant fréquenté un hôpital sur les 2 dernières années

Détail par pays



Au cours de ces deux dernières années, avez-vous été hospitalisé vous-même ou avez-vous eu à vous rendre dans un établissement de santé pour y accompagner un proche hospitalisé ?



Détail Européens



Européens

28%

32%

40%

ST OUI

60%



Français

33%

31%

36%

64%



Allemands

32%

20%

48%

52%



Espagnols

25%

43%

32%

68%



Italiens

24%

46%

30%

70%



Britanniques

24%

24%

52%

48%

■ Oui, pour y être soigné vous-même ■ Oui, pour y accompagner un proche ■ Non

Satisfaction de la relation avec l'hôpital regard des Français et Européens



Et avez-vous été satisfait de votre relation avec l'hôpital la dernière fois que vous avez eu à fréquenter (pour vous-même ou un proche) un établissement de santé ?

(Base : ceux qui se sont rendus à l'hôpital dans les 2 dernières années)



Français



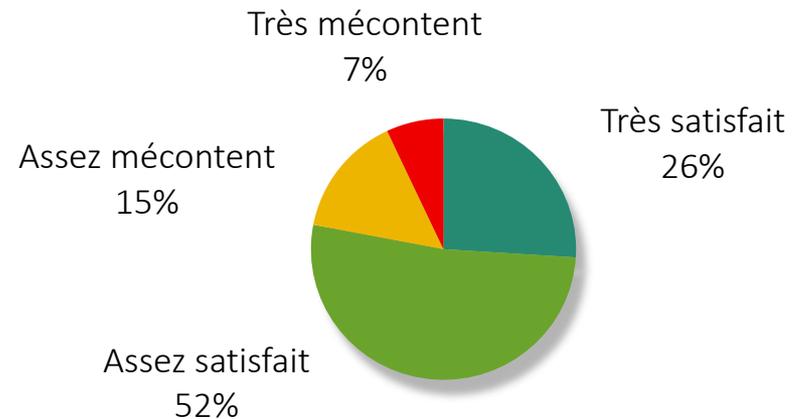
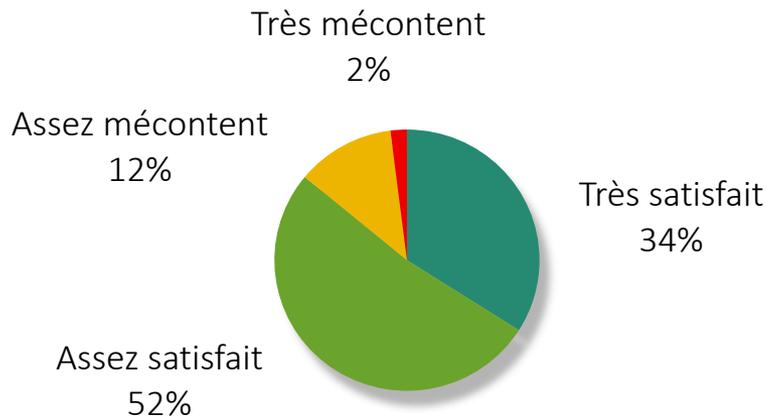
Européens

ST Mécontent :
14%

ST Satisfait :
86%

ST Mécontent :
22%

ST Satisfait :
78%



Satisfaction de la relation avec l'hôpital

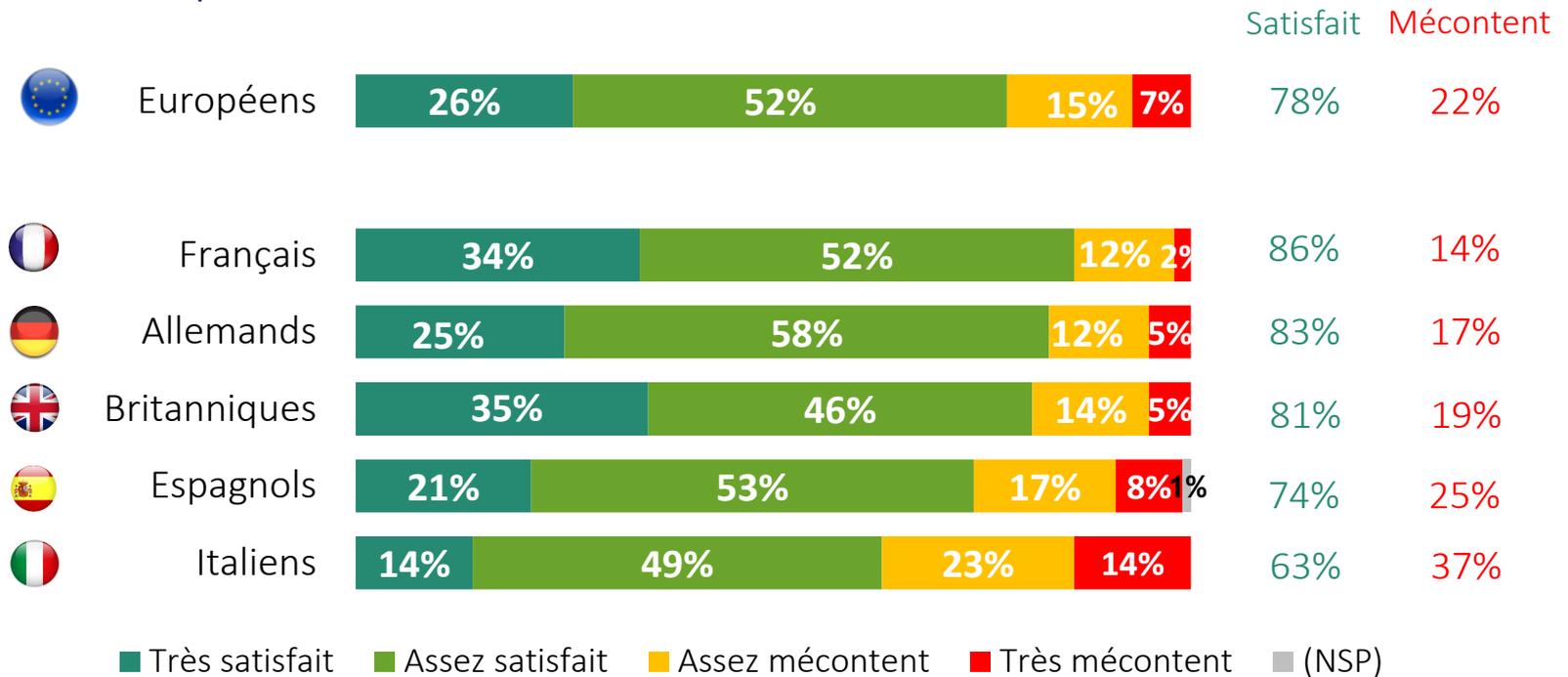
Détail des Européens



Et avez-vous été satisfait de votre relation avec l'hôpital la dernière fois que vous avez eu à fréquenter (pour vous-même ou un proche) un établissement de santé ?



Détail Européens



Regard des médecins et directeurs d'hôpitaux sur la satisfaction des Français vis-à-vis de l'hôpital

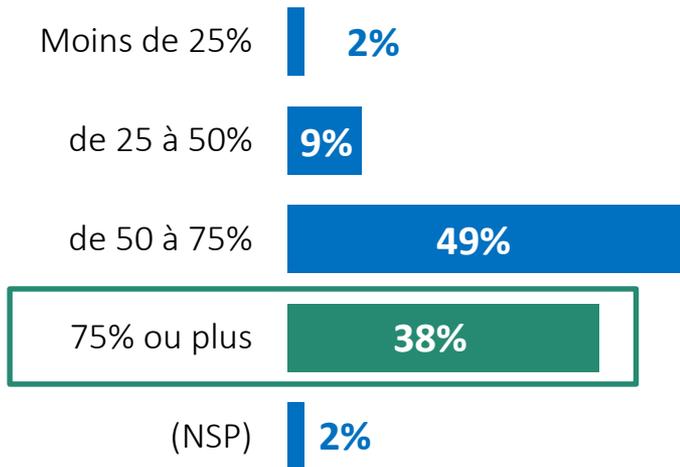


Quelle est selon vous la part de « satisfaits » parmi les Français ayant eu à fréquenter un établissement de santé au cours de ces deux dernières années ?



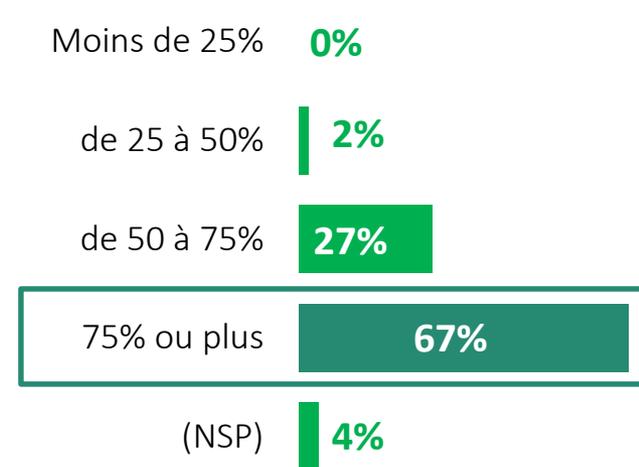
Médecins

Moyenne estimée : 66% de patients satisfaits



Directeurs d'hôpitaux

Moyenne estimée : 76% de patients satisfaits



→ 38% des médecins et 67% des directeurs d'hôpitaux estiment correctement la part de patients satisfaits (86%)

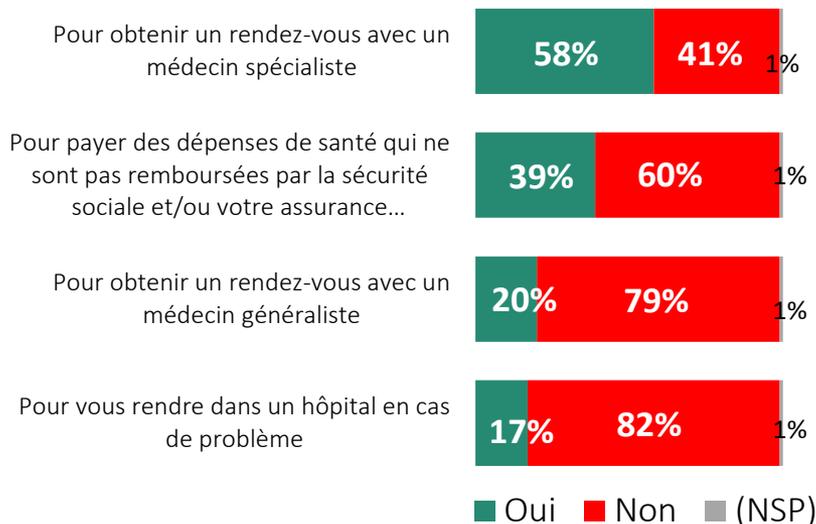
Difficultés rencontrées par les Français et Européens



Personnellement rencontrez-vous des difficultés



Français

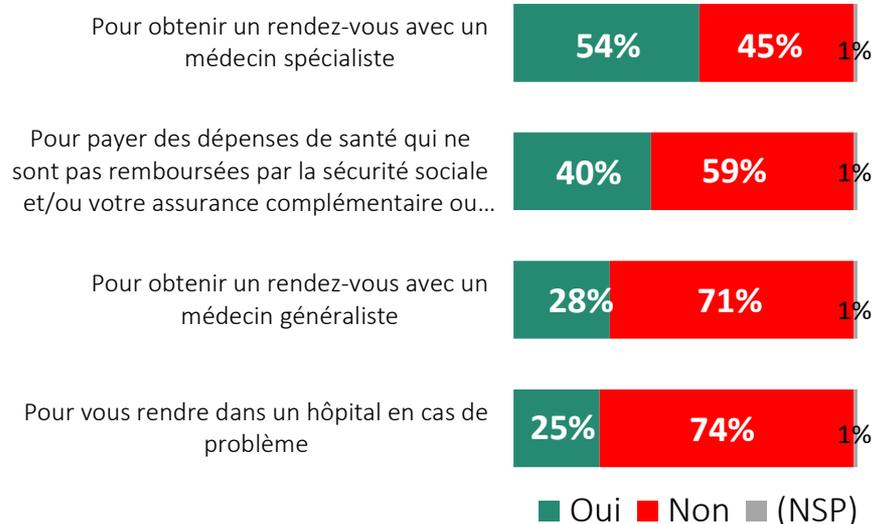


Au moins un oui sur les 4 : 72%

Au moins un oui sur les 3 (hors rdv avec spécialiste) : 54%



Européens



Au moins un oui sur les 4 : 71%

Au moins un oui sur les 3 (hors rdv avec spécialiste) : 57%

Difficultés rencontrées

Détail Européens



Personnellement rencontrez-vous des difficultés



Détail Européens



Oui Non

Pour obtenir un rendez-vous avec un médecin spécialiste

54% 45%

Pour payer des dépenses de santé qui ne sont pas remboursées par la sécurité sociale et/ou votre assurance complémentaire ou votre mutuelle

40% 59%

Pour obtenir un rendez-vous avec un médecin généraliste

28% 71%

Pour vous rendre dans un hôpital en cas de problème

25% 74%



% Oui

58%

63%

50%

52%

50%

39%

58%

34%

26%

40%

20%

43%

47%

20%

11%

17%

43%

31%

19%

16%

Impact des propositions de santé sur le vote



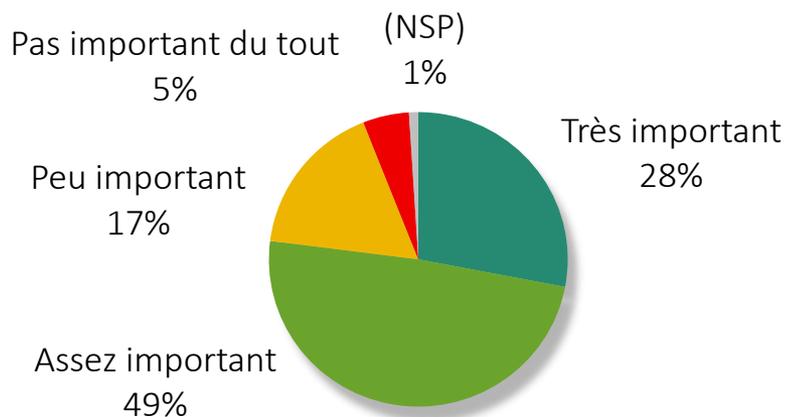
Quel est l'impact sur votre vote des propositions faites par les candidats aux élections en matière de santé. Diriez-vous que cela a un impact, très important, assez important, peu important ou pas important du tout ?



Français

ST Pas important :
22%

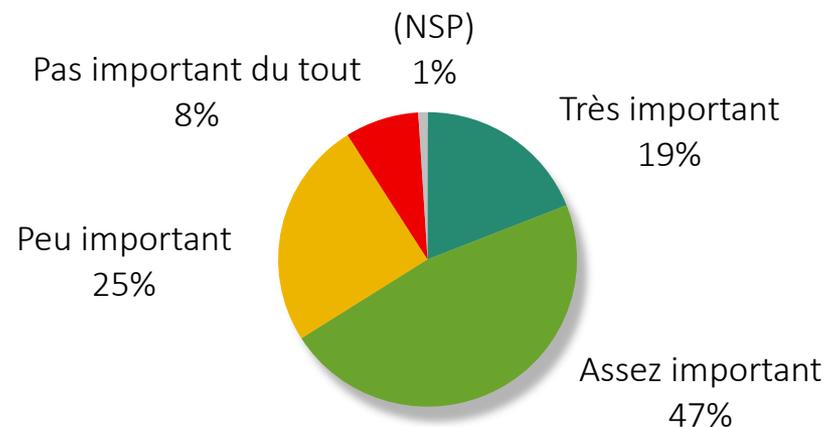
ST Important :
77%



Européens

ST Pas important :
33%

ST Important :
66%



Impact des propositions de santé sur le vote

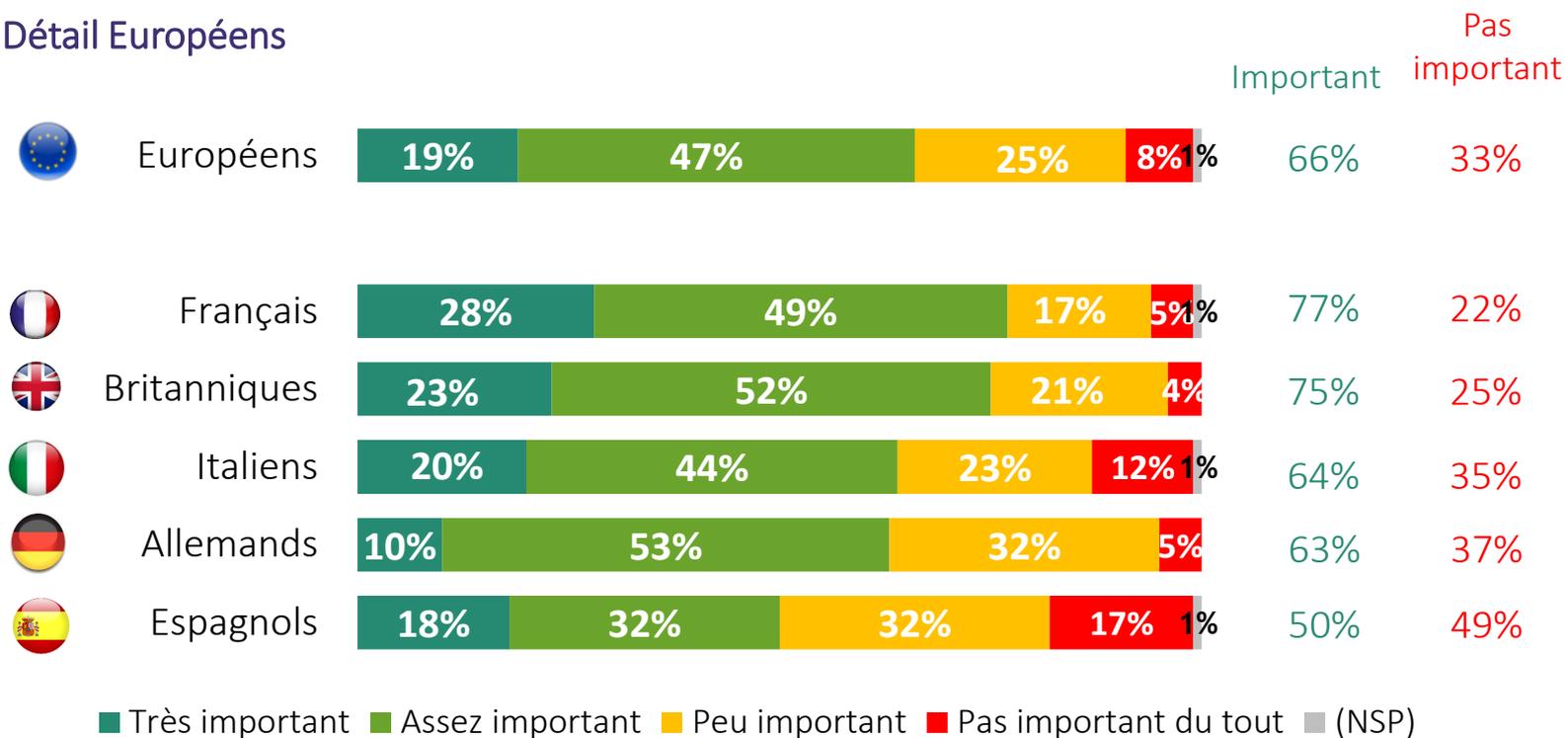
Détail Européens



Quel est l'impact sur votre vote des propositions faites par les candidats aux élections en matière de santé. Diriez-vous que cela a un impact, très important, assez important, peu important ou pas important du tout ?



Détail Européens



Chapitre 2

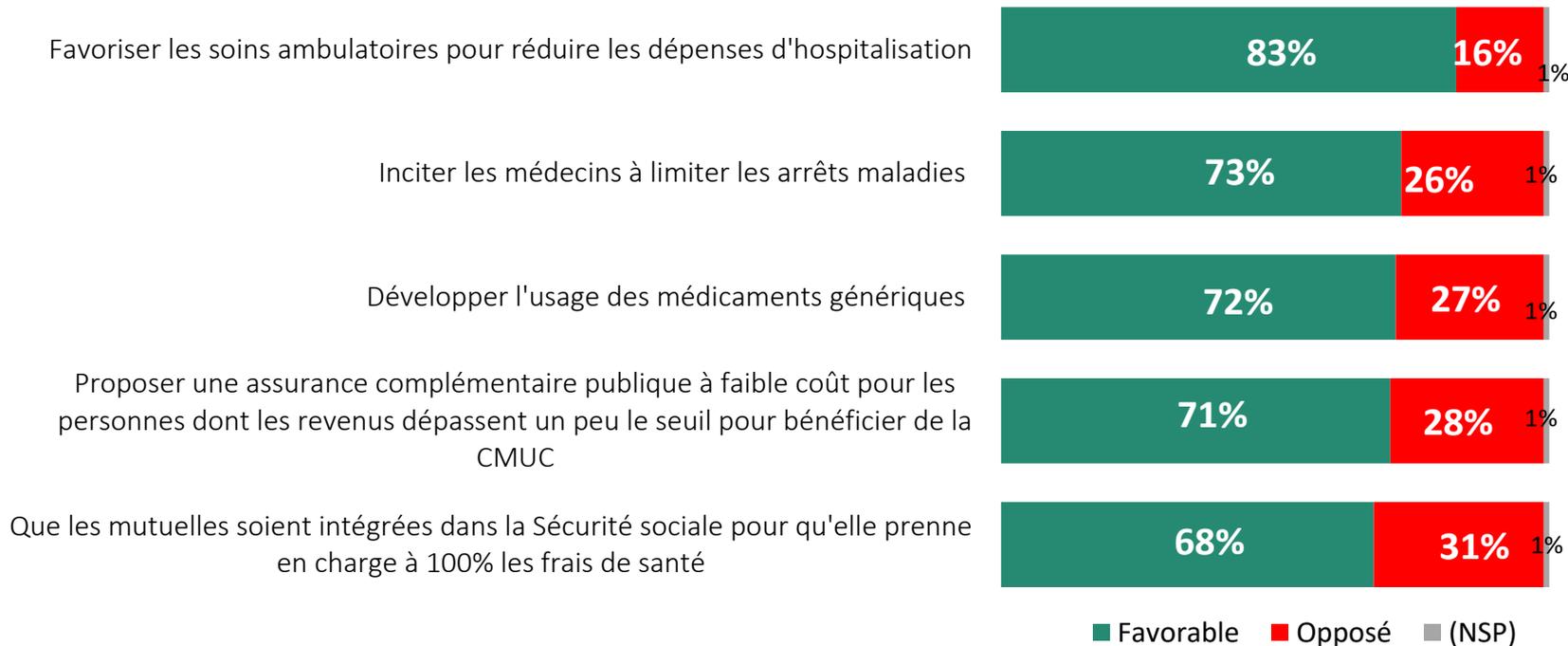
Les grandes réformes de santé : la réforme de l'assurance maladie et la lutte contre les déserts médicaux

Mesures pour réduire le déficit de notre système d'Assurance maladie (1/2)



Pour chacune des mesures suivantes, dites-moi si vous y êtes favorable ou opposé pour réduire le déficit de notre système d'Assurance Maladie ?

 Français

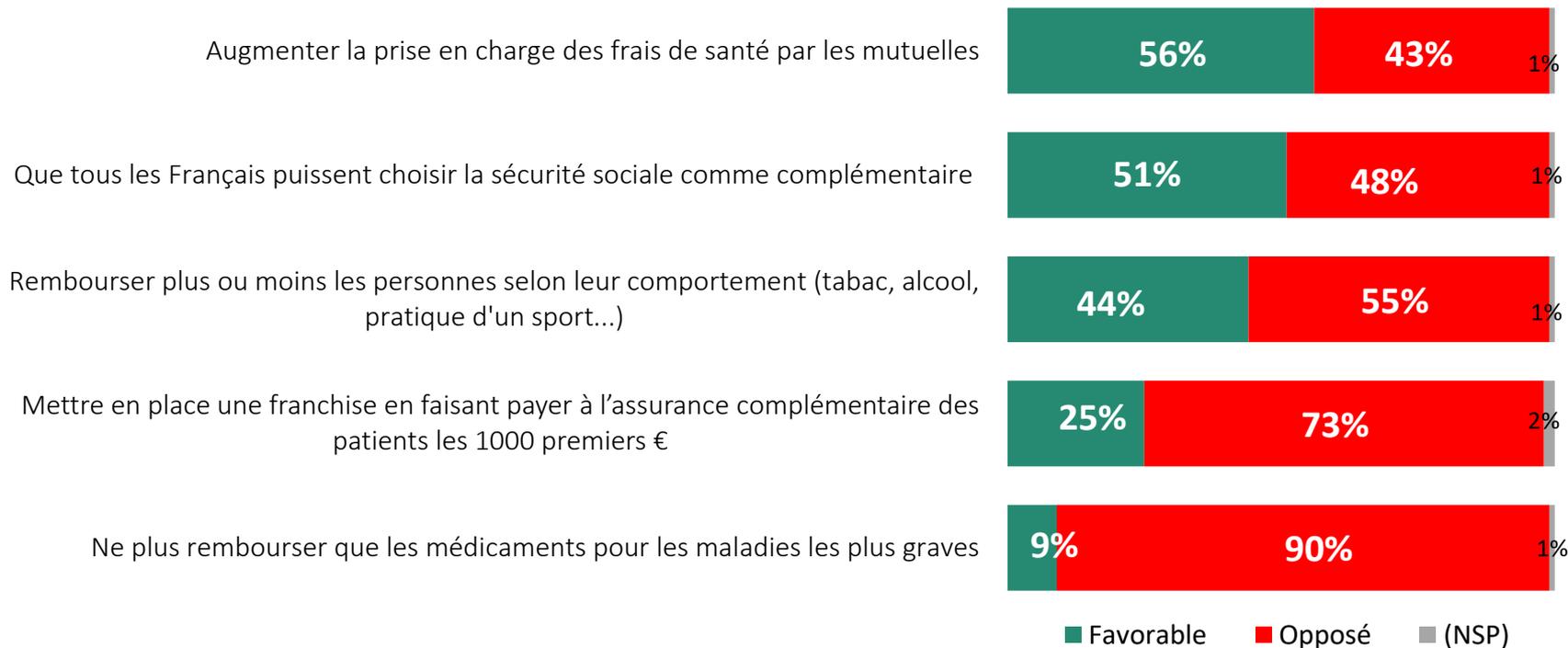


Mesures pour réduire le déficit de notre système d'Assurance maladie (2/2)



Pour chacune des mesures suivantes, dites-moi si vous y êtes favorable ou opposé pour réduire le déficit de notre système d'Assurance Maladie ?

 Français



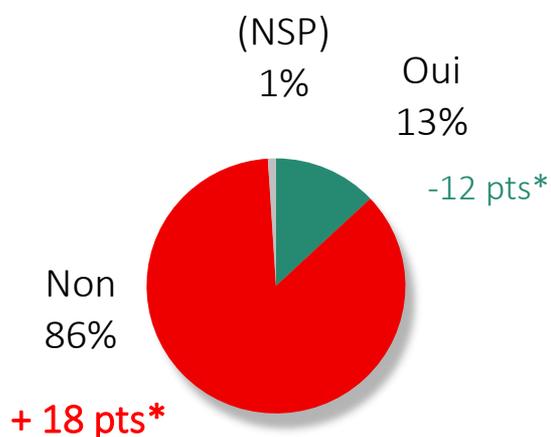
Prise en compte des besoins des patients dans la répartition des médecins sur le territoire



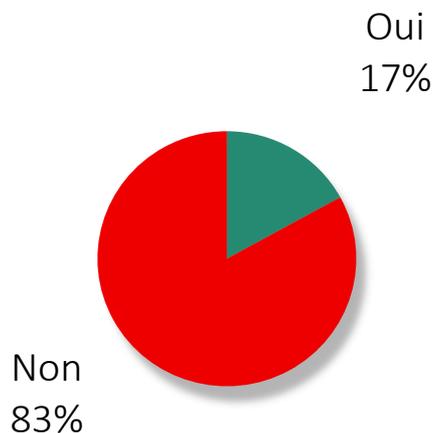
Pensez-vous que les règles de répartition des médecins sur le territoire prennent aujourd'hui assez en compte les besoins des patients ?



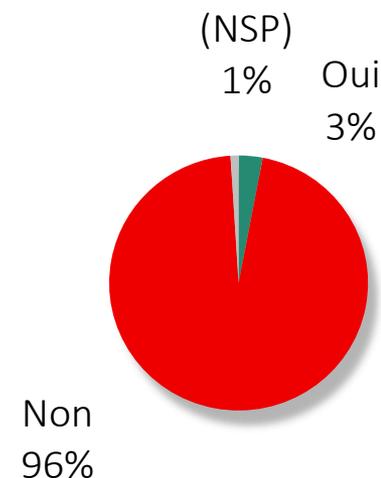
Français



Médecins



Directeurs d'hôpitaux



* Sondage BVA pour le CISS publié le 4/11/2015, auprès d'individus de 15 ans et plus

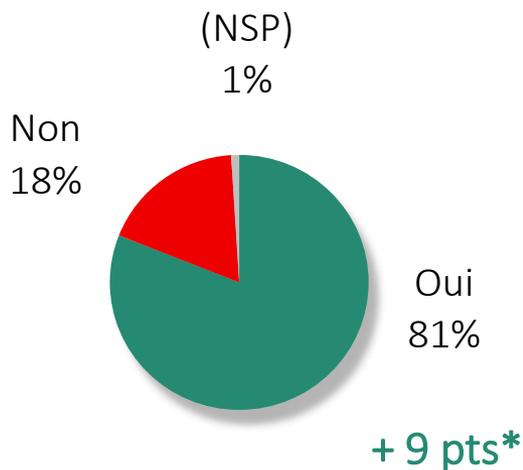
Devoir de réguler la répartition des médecins libéraux sur le territoire



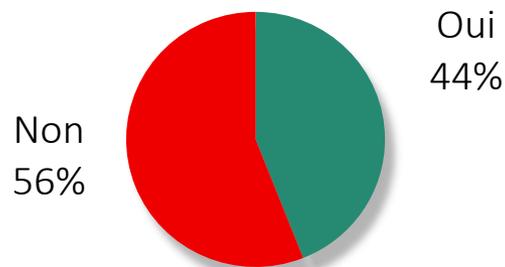
Pensez-vous que les pouvoirs publics devraient intervenir pour réguler la répartition des médecins libéraux sur l'ensemble du territoire ?



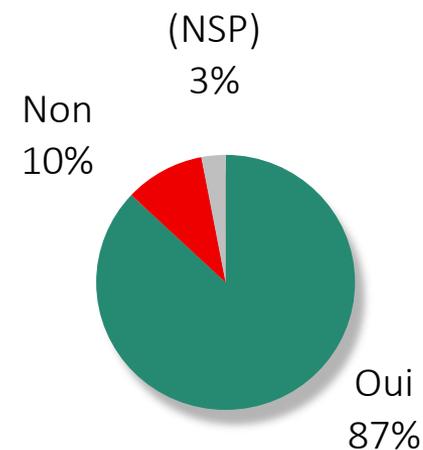
Français



Médecins



Directeurs d'hôpitaux



* Sondage BVA pour le CISS publié le 4/11/2015, auprès d'individus de 15 ans et plus

Manière de réguler la répartition des médecins libéraux sur le territoire



De quelle manière ?

(Base : à ceux qui pensent que les pouvoirs publics devraient intervenir)



Français

Rappels
nov.2015*



Médecins

Directeurs d'hôpitaux

En accordant plus d'avantages aux
médecins prêts à exercer dans des déserts
médicaux

46%

38%

48%

19%

En limitant l'installation de médecins dans
les zones où ils sont déjà en nombre
suffisant

33%

29%

43%

56%

En obligeant des médecins à s'installer dans
les zones où ils sont en nombre insuffisant

21%

26%

9%

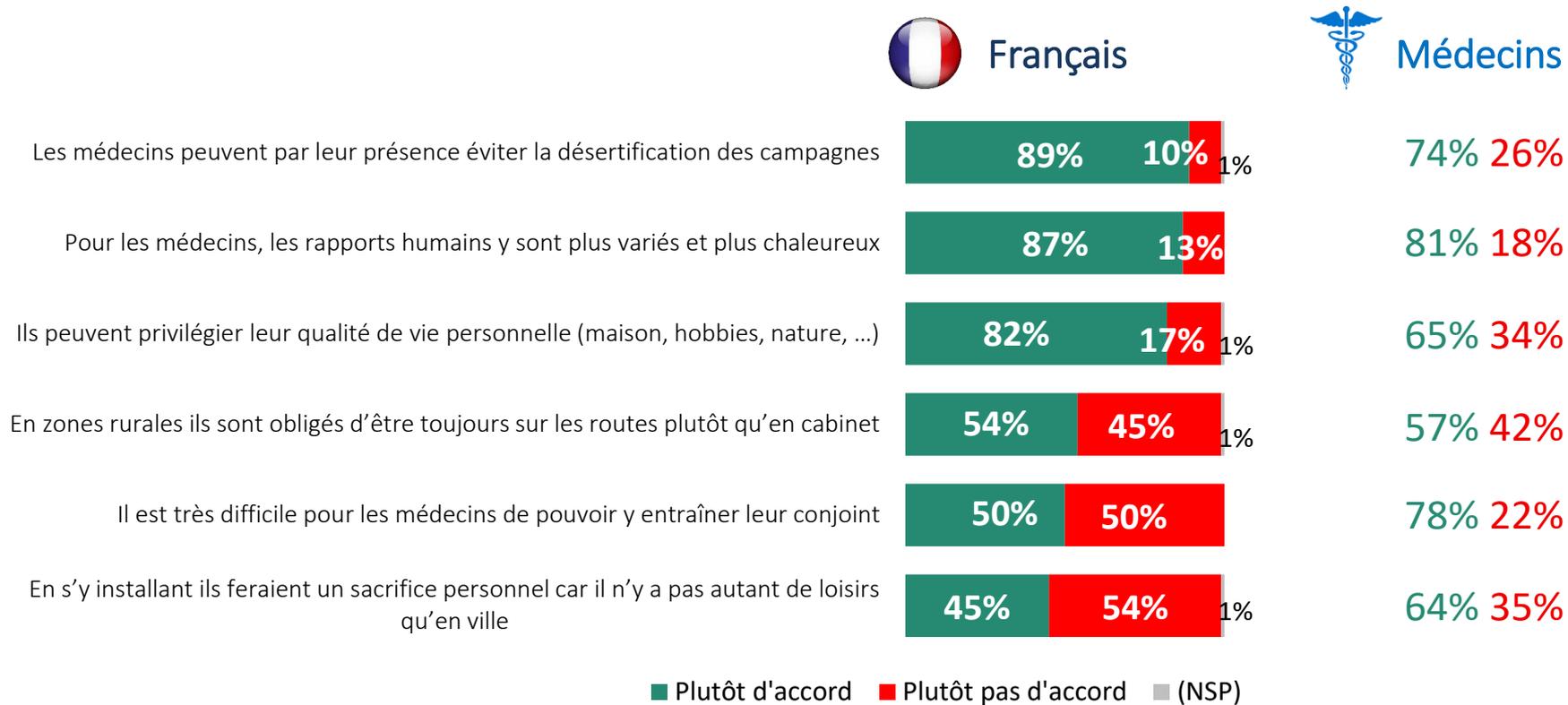
25%

* Sondage BVA pour le CISS publié le 4/11/2015 auprès d'individus de 15 ans et plus

La pratique de la médecine en zone rurale et dans les petites villes



Voici un certain nombre d'opinions que l'on peut entendre à propos de la pratique de la médecine dans les petites villes et en zone rurale. Vous personnellement, dites-moi si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune de ces opinions ?



Lieux d'exercice envisageables pour les médecins

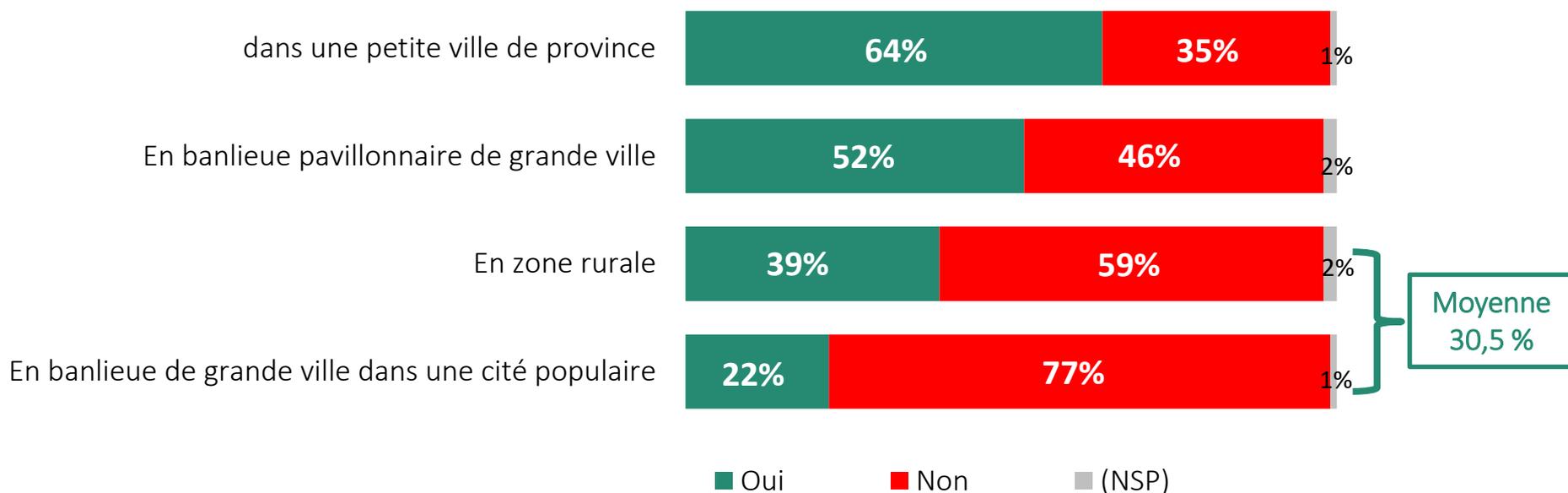


Seriez-vous prêt à exercer à l'avenir ... ?



Médecins

Hors médecins déclarant déjà exercer dans ces zones



S'installer en zone rurale ou banlieue grâce à des mesures incitatives

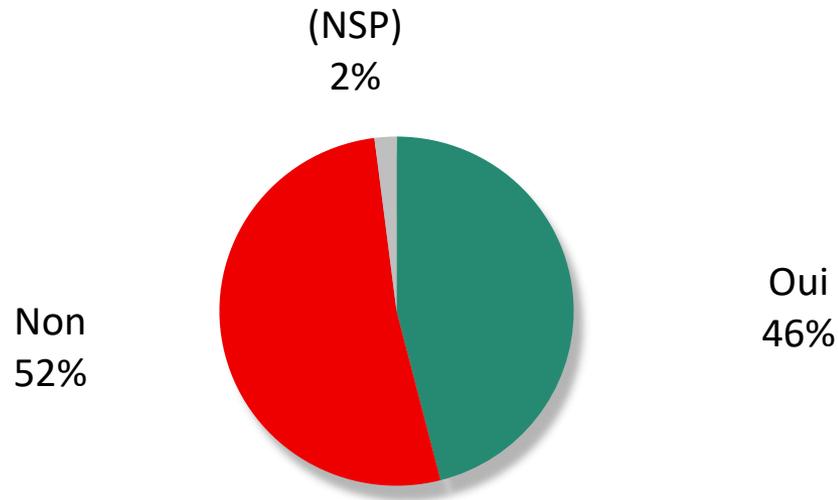


Vous personnellement, pensez-vous que vous pourriez vous laisser convaincre de vous installer en zones rurales ou en banlieues si les mesures proposées vous paraissaient suffisamment incitatives?



Médecins

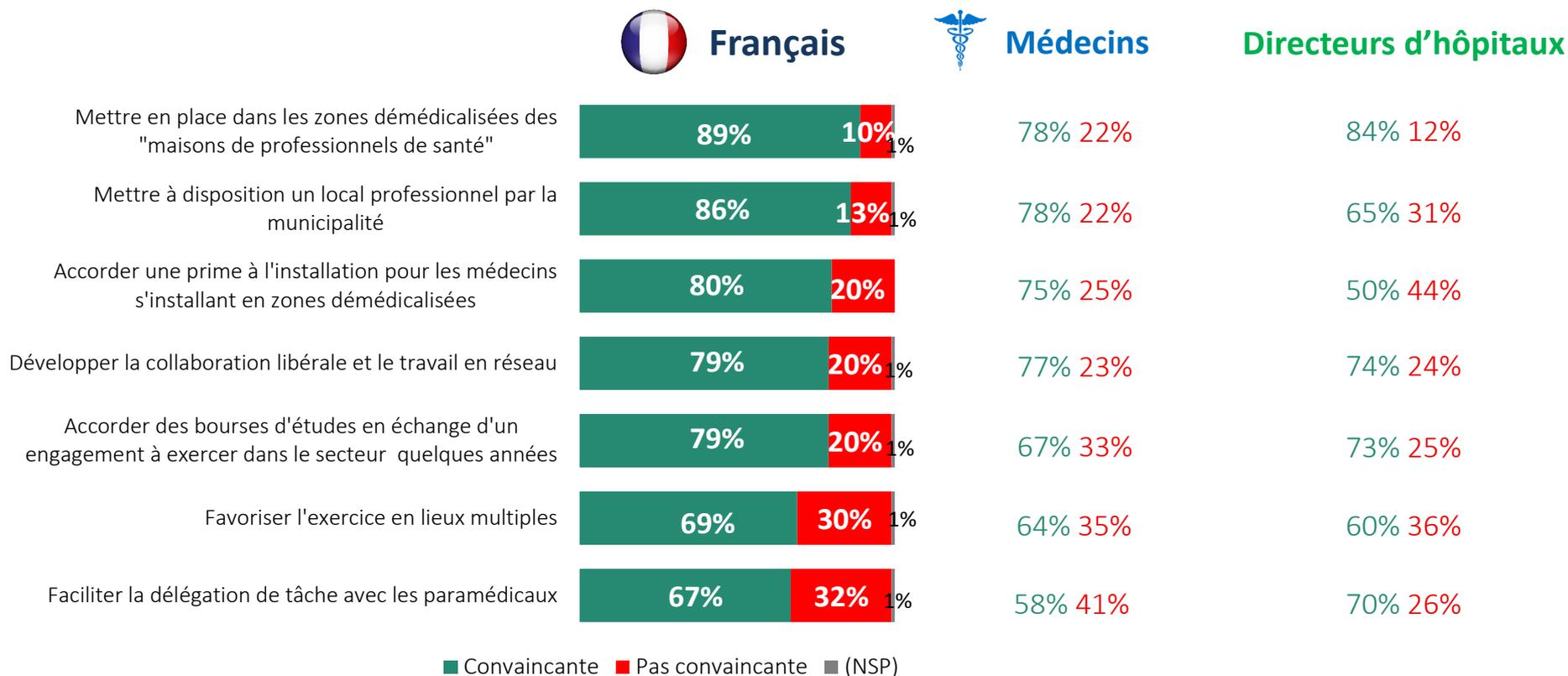
Hors médecins déclarant déjà exercer en zone rurale ou en banlieue



Attirer les médecins en zones démedicalisées (1/2)



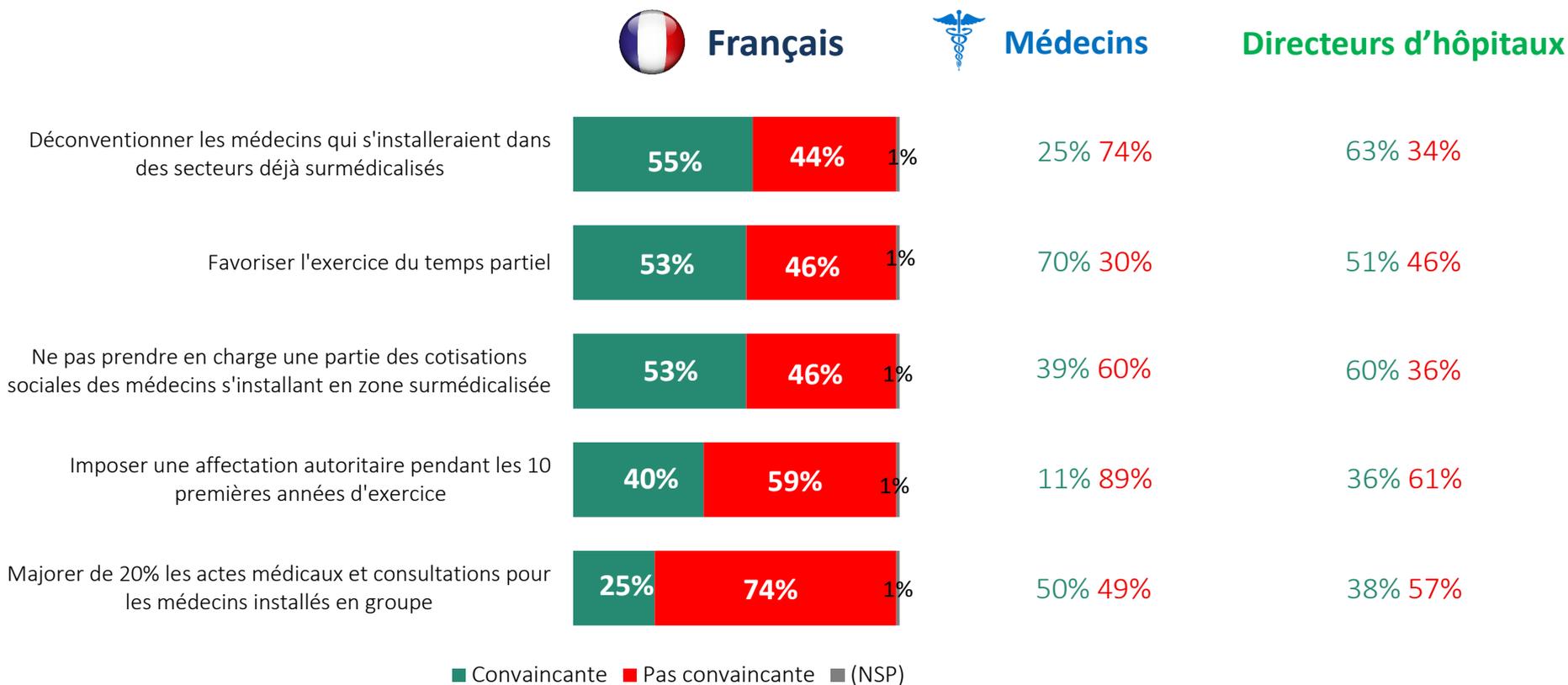
Voici quelques-unes des mesures évoquées pour que les médecins exercent dans les zones démedicalisées. Pour chacune d'elles, dites-moi si elle vous semble assez convaincante ou peu convaincante ?



Attirer les médecins en zones démedicalisées (2/2)



Voici quelques-unes des mesures évoquées pour que les médecins exercent dans les zones démedicalisées. Pour chacune d'elles, dites-moi si elle vous semble assez convaincante ou peu convaincante ?



Chapitre 3

La santé de demain : perceptions et attentes sur la formation des médecins, rôle de l'hôpital dans la santé à l'avenir, et importance de la santé connectée

Connaissances médicales à jour de votre médecin traitant



Pensez-vous que votre médecin traitant, maîtrise les connaissances médicales les plus à jour ?

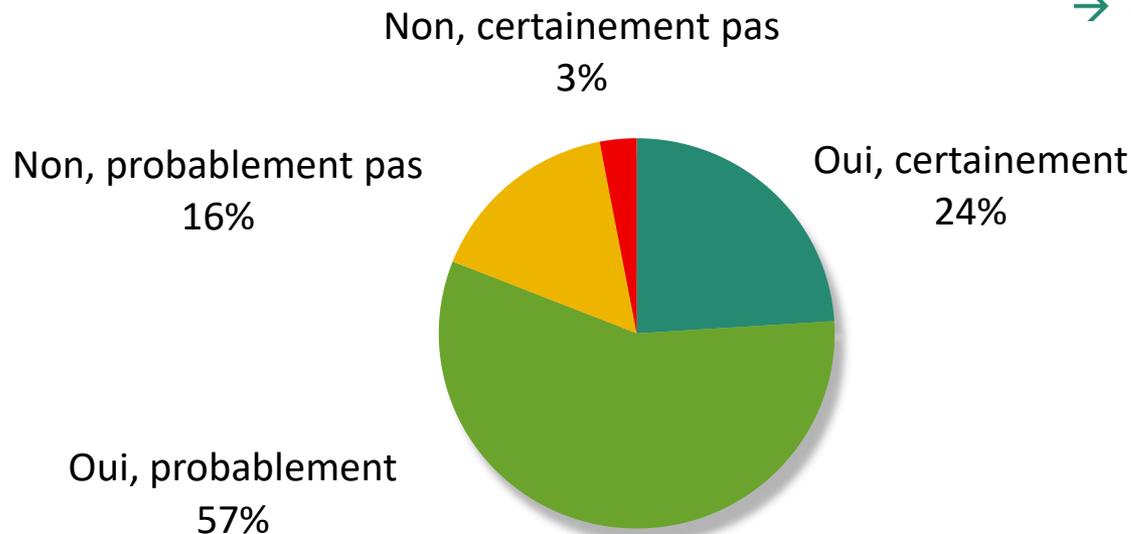
ST Non : 19%



Français

ST Oui : 81%

→ 18-24 ans: 71%
→ 65 ans et plus : 92%



Mise en place d'une re-certification obligatoire des compétences



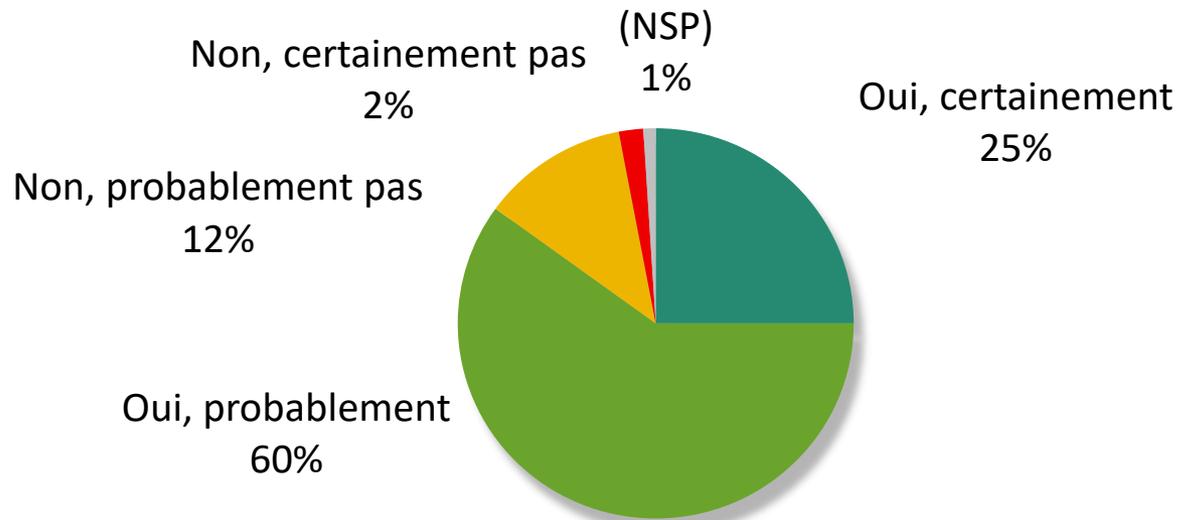
Pensez-vous qu'il faudrait mettre en place pour les médecins un mécanisme de re-certification obligatoire des compétences, comme il en existe un pour les pilotes de ligne ?

ST Non : 14%



Français

ST Oui : 85%



Consulter une infirmière plutôt qu'un médecin



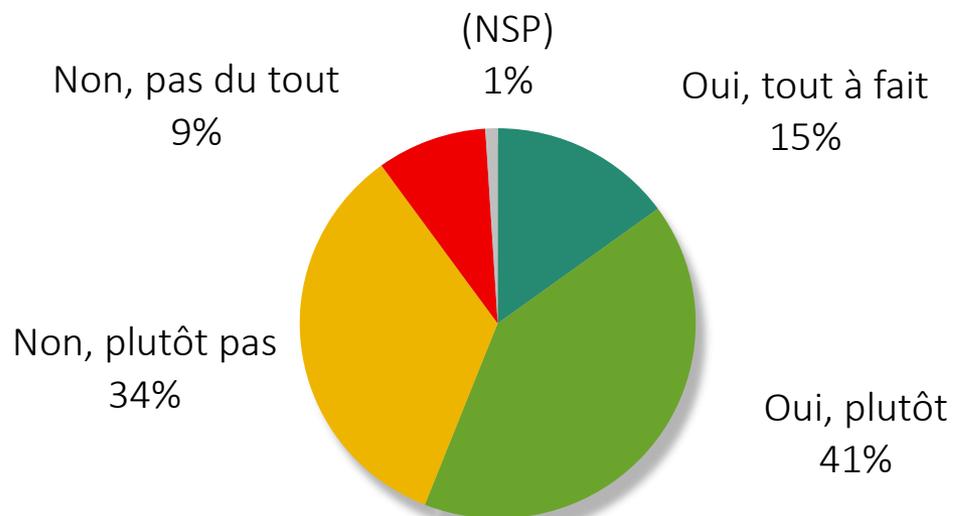
Vous personnellement, seriez-vous prêt à consulter auprès d'une infirmière plutôt qu'un médecin, si cela permettait de garantir la permanence des soins ?

ST Non : 43%



Français

ST Oui : 56%

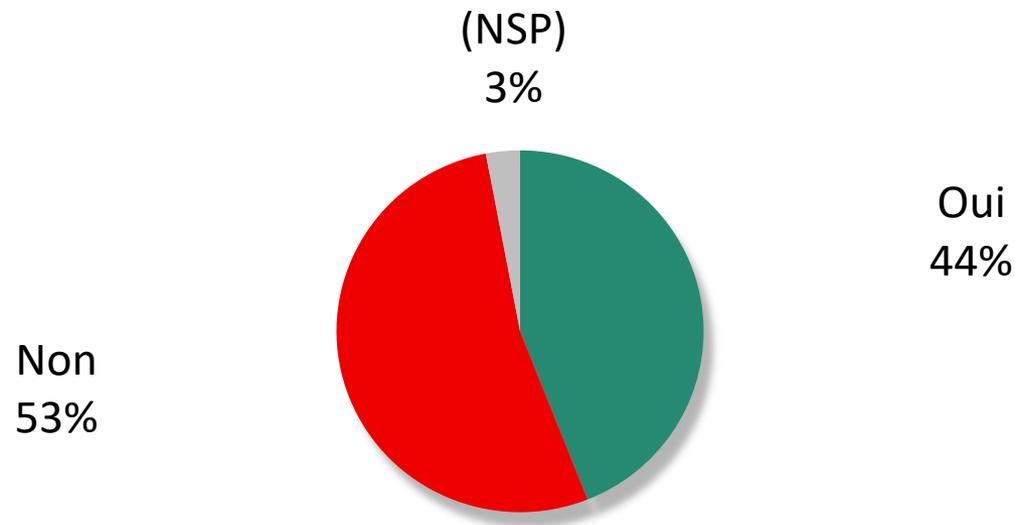


Critique justifiée de « l'hospitalo-centrisme »



On critique souvent en France ce que l'on appelle « l'hospitalo-centrisme ». Cette critique vous semble-t-elle justifiée ?

Directeurs d'hôpitaux



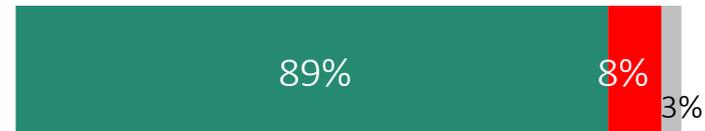
Rôle de l'hôpital pour lutter contre les déserts médicaux



L'hôpital pourrait-il selon vous jouer à l'avenir un rôle positif pour lutter contre les déserts médicaux ...

Directeurs d'hôpitaux

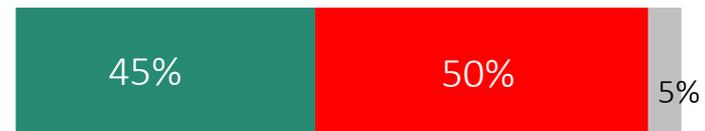
En favorisant le développement de la télémédecine



En permettant davantage d'interconnexions avec les acteurs de santé locaux



Grâce au développement des GHT (groupements hospitaliers de territoire)



■ Oui ■ Non ■ (NSP)

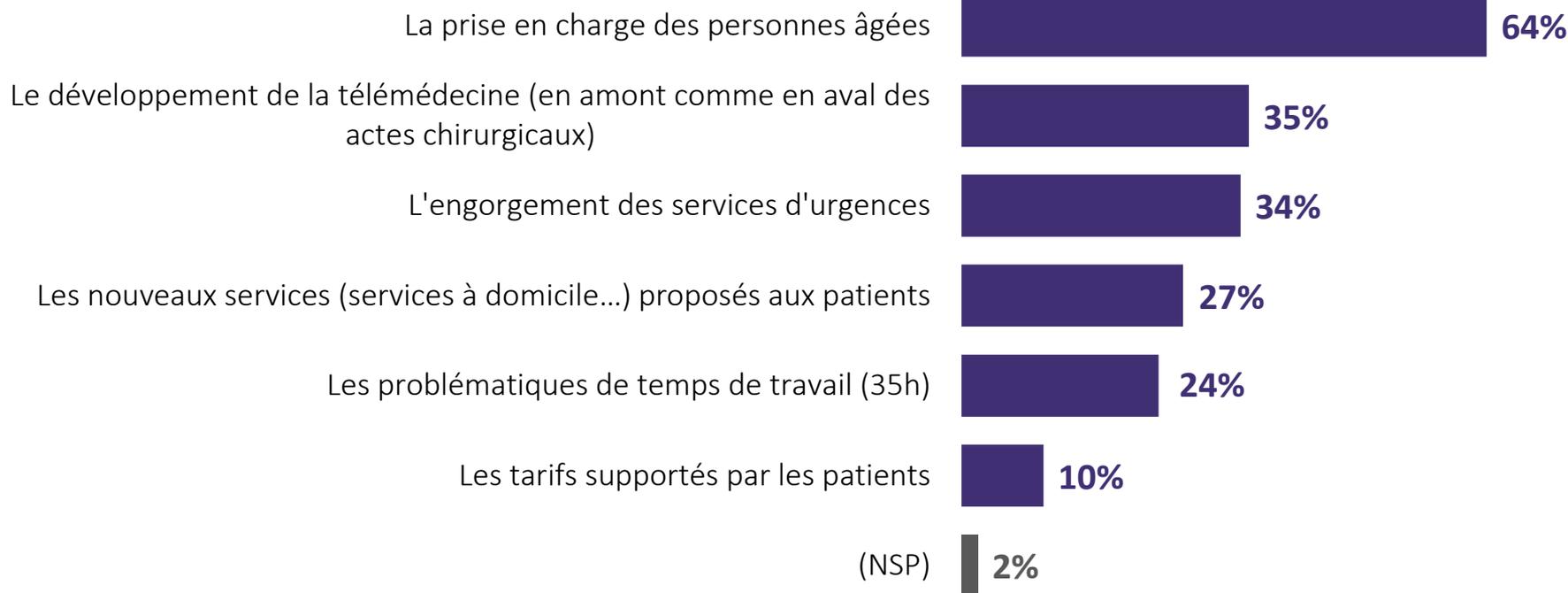
Principaux défis d'avenir pour les hôpitaux



Quels sont selon vous les principaux défis de demain des hôpitaux concernant la prise en charge des patients dans le cadre de la transformation de votre métier ?

Directeurs d'hôpitaux

2 réponses possibles



Être concerné par la prise en charge du vieillissement et de la dépendance



La prise en charge du vieillissement et de la dépendance constituent-ils des sujets sur lesquels vous vous sentez à titre personnel très, assez, peu, ou pas du tout concerné ?

**ST Pas concerné :
33%**



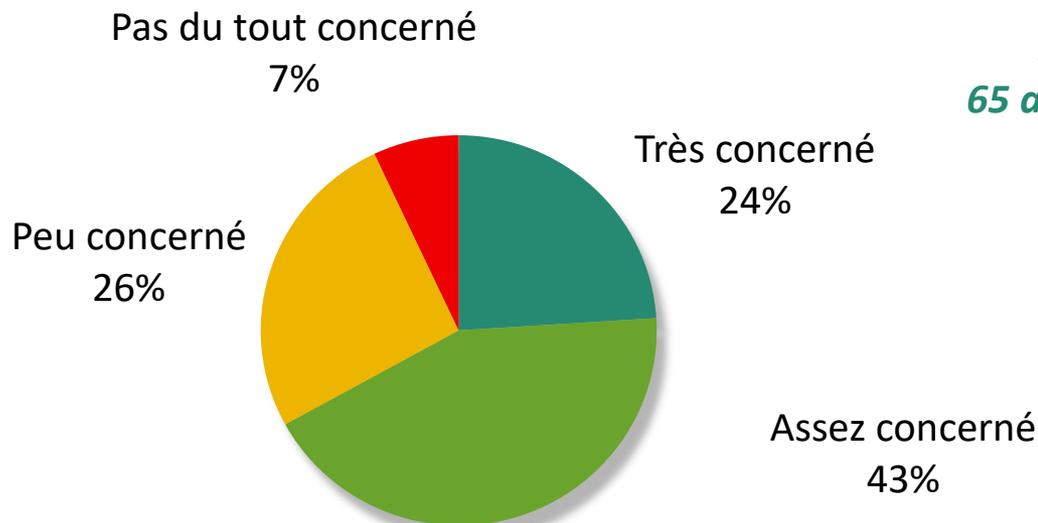
Français

**ST Concerné :
67%**

→ Mars 2016 : 74%*

50-64 ans : 80%

65 ans et plus : 86%



*Baromètre santé 360 Odoxa publié le 7/03/2016

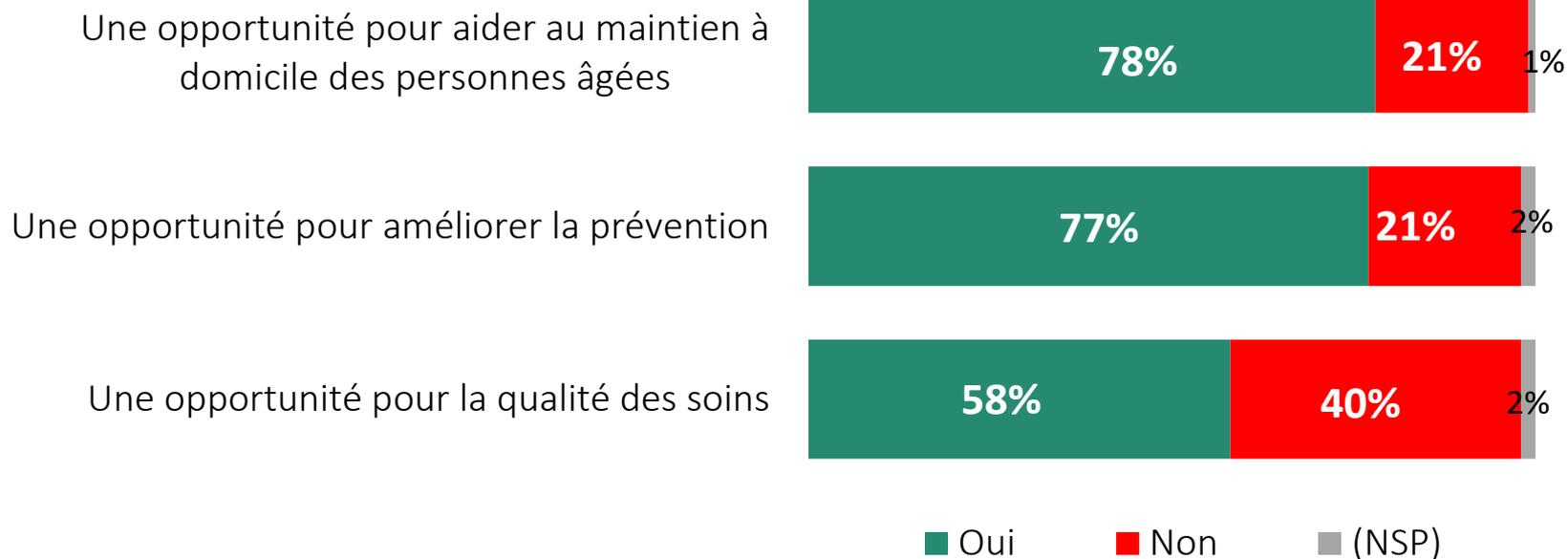
Regard porté sur la santé connectée



Diriez-vous que la santé connectée, c'est-à-dire l'utilisation d'objets connectés dans la santé, est :



Français



Les nouveaux services liés à l'usage des nouvelles technologies



Pensez-vous que les nouveaux services liés à l'usage des nouvelles technologies, notamment pour le maintien à domicile des personnes âgées, sont à l'heure actuelle suffisamment ou insuffisamment...



Français

Présentés aux médecins et aux patients pour favoriser la prévention



Utilisés pour améliorer la permanence des soins et diminuer leur coût



Financés par l'Etat et/ou la sécurité sociale pour en assurer le développement



Evoqués dans le débat politique



■ Suffisamment ■ Pas suffisamment ■ (NSP)

Synthèse détaillée

Synthèse détaillée (1/13)

I – Jugement global sur les systèmes de santé en Europe

1) Pour les Français, comme les médecins et les directeurs d'hôpitaux, la France dispose à la fois du meilleur système de santé et du meilleur système d'assurance maladie en Europe

Selon les Français, mais aussi les médecins et les directeurs d'hôpitaux, la France est le grand pays Européen qui dispose du meilleur système de santé en Europe, très, très loin devant tous ses voisins, et notamment l'Allemagne :

Chauvins, 78% de nos concitoyens placent la France en première position, devant l'Allemagne, 2^{ème} avec seulement 16% de citations, le Royaume-Uni, 3^{ème} avec 3% et l'Italie et l'Espagne cités par seulement 1% des répondants.

Si le chauvinisme n'est pas l'apanage des Français – à part les Italiens tous nos voisins pensent majoritairement que leur système de santé est le meilleur – nos concitoyens sont, avec les Allemands, les plus nombreux à considérer que leur pays surclasserait les autres dans ce domaine : 78% des Français et 82% des Allemands le pensent, contre « seulement » 60% des Britanniques, 57% des Espagnols et... 33% des Italiens.

A ce très haut niveau de confiance des Français dans leur système de santé, s'ajoute un bon niveau de perception de notre pays dans ce domaine à l'étranger : la France est souvent classée en 3^{ème} position par nos voisins, derrière leur propre pays et l'Allemagne.

Résultat, en plus de s'adjuger la médaille d'or auprès des Français, notre système de santé remporte la médaille d'argent en Europe (en prenant la moyenne des réponses des 5 pays Européens) juste derrière l'Allemagne.

Sur ce classement notre voisin d'outre-Rhin est par ailleurs « avantage » par son poids démographique par rapport aux autres pays, la moyenne considérée étant logiquement pondérée par le poids de chaque pays.

Chose encore plus intéressante, cette perception pour une fois si optimiste des Français sur leur pays rejoint celle des professionnels de santé, a priori, les plus éclairés sur le sujet.

Ainsi, les médecins comme les directeurs d'hôpitaux interrogés dans notre enquête livrent le même constat et dans des proportions tout à fait comparables à celles de leurs concitoyens et patients. 69% des médecins et 68% des directeurs d'hôpitaux font de la France le champion d'Europe en termes de système de santé. Ils la placent eux-aussi loin devant l'Allemagne, 2^{ème} avec, respectivement 23% et 20% de citations, et à des années lumières de nos trois autres grands voisins : le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie ne sont cités que par 0% à 5% des médecins et directeurs d'hôpitaux !

Synthèse détaillée (2/13)

En plus de disposer d'un très haut niveau de citations de la part des acteurs interrogés, le système de santé Français est en très nette progression par rapport à l'automne dernier : +11 points depuis novembre 2016 auprès des Français et +20 points auprès des médecins.

Cette évolution spectaculaire ne reflète sans doute pas les progrès objectifs qui auraient été constatés depuis trois mois, mais il souligne bien plus probablement le niveau d'attachement des Français et des médecins à un système perçu par beaucoup comme étant en danger – débat présidentiel oblige – Les très hauts niveaux observés s'agissant de la perception globale de notre système de santé se retrouvent (et même s'accroissent) sur les perceptions des acteurs concernant notre système d'assurance maladie et/ou de remboursement des soins de santé.

82% des Français, 74% des médecins et 73% des directeurs d'hôpitaux placent la France à la première place en Europe sur ce sujet.

Elle écrase littéralement l'Allemagne, 2^{ème} (avec 11% des citations des Français, 19% de celles des médecins et 14% auprès des directeurs d'hôpitaux) et pulvérise les trois autres pays testés : le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie ne recueillent que 1% à 4% des citations.

Assez bien perçue sur ce plan dans les autres pays Européens – mais encore une fois, moins bien que l'Allemagne – la France occupe de nouveau la deuxième place sur ce critère en prenant l'ensemble des réponses des Européens.

2) Le retour d'expérience objectif rejoint la perception subjective : la France est le pays où le taux de satisfaction des patients est le plus élevé en Europe avec 86%

La connaissance intime qu'ont les Européens de l'hôpital est tout à fait élevée : 60% d'entre eux ont fréquenté un hôpital au cours des deux dernières années, que ce soit pour y être hospitalisé eux-mêmes, ou, le plus souvent pour accompagner un proche qui devait l'être.

Si l'on ne retient que ceux qui ont été eux-mêmes les patients d'un établissement de santé sur cette période on atteint (tout de même) en moyenne 28% en Europe. La France est, avec l'Allemagne (32%) le pays où le nombre de patients est le plus élevé avec 33% de Français ayant été hospitalisé au cours des deux dernières années. C'est 5 points de plus que la moyenne Européenne et 9 points de plus que les pays où les patients sont les moins nombreux, l'Italie et le Royaume-Uni (24% chacuns).

Or, s'agissant de la satisfaction mesurée auprès des patients, le retour d'expérience objectif rejoint la perception subjective mesurée auprès des Français et des professionnels de santé : avec 86% Français se déclarant « satisfaits » de leur fréquentation de l'établissement de santé par lequel ils sont passés, la France est le pays où le taux de satisfaction est le plus élevé en Europe. La France devance l'Allemagne (2^{ème} avec 83% de satisfaits), le Royaume-Uni (3^{ème} avec 81%), l'Espagne (4^{ème} avec 74%) et l'Italie (5^{ème} et dernier avec seulement 63% de satisfaction).

Synthèse détaillée (3/13)

3) Si les directeurs d'hôpitaux effectuent une estimation assez juste du taux de satisfaction de leurs patients, tel n'est pas le cas des médecins qui le sous-évalue largement

Interrogés « en miroir » sur leurs pronostics quant au taux de satisfaction de leurs patients, les directeurs d'hôpitaux effectuent une estimation assez juste ce celui-ci, même si celle-ci est encore un peu trop pessimiste.

Plus des deux-tiers des directeurs d'hôpitaux (67%) situent, à juste titre, ce taux de satisfaction des patients au-delà de 75% (il est de 86%).

Un quart (27%) le sous-évalue sensiblement en pensant qu'il se situe entre 50% et 75% et presque aucun (2%) ne se trompe lourdement en le situant en dessous de la barre symbolique des 50%. Cette bonne estimation des directeurs d'hôpitaux est louable, car il est bon que ceux-ci aient une bonne connaissance des freins et motivations réels – et non fantasmés – de leurs patients.

Elle constitue surtout un cas isolé. Car, si les directeurs d'hôpitaux ont une vision assez juste du niveau de satisfaction des patients ayant fréquentés les hôpitaux, tel n'est pas le cas des médecins.

Ces derniers le sous-évaluent largement, puisque seulement une minorité de 38% des médecins interrogés pensent que ce taux dépasse les 75% de satisfaits. La majorité d'entre eux le situent, à tort, en dessous de 75% (mais le plus souvent entre 50% et 75%).

4) Malgré le fort taux de satisfaction observé auprès des patients, nombreux sont les problèmes rencontrés par les Français comme leurs voisins européens

Si les patients sont globalement satisfaits, et si les Français sont largement convaincus de la qualité de leur système de santé, il existe tout de même de nombreuses difficultés auxquels les Français comme leurs voisins Européens disent avoir été confrontés dans le cadre de leur parcours de santé.

Ainsi, près de six Français sur dix (58%) affirment rencontrer des problèmes pour obtenir un rendez-vous avec un médecin spécialiste et quatre Français sur dix (39%) en connaît pour payer des dépenses de santé qui ne sont pas remboursées par la sécurité sociale et/ou son assurance complémentaire.

Moins fréquentes en revanche (deux fois moins) sont les difficultés rencontrées par nos concitoyens pour obtenir un rendez-vous avec un généraliste (20%... soit trois fois moins que pour le spécialiste) ou pour se rendre dans un hôpital en cas de problème (17%).

Synthèse détaillée (4/13)

Bonne nouvelle aussi, notre double comparaison à la fois temporelle (par rapport à l'année dernière) et par rapport à nos voisins Européens, est assez flatteuse.

D'abord, la perception de la situation s'est améliorée par rapport à l'année dernière à la même époque. En effet, en mars 2016, la part de Français disant avoir déjà rencontré l'une des difficultés testées dans l'enquête était systématiquement supérieure à celle enregistrée aujourd'hui : +5 points sur la difficulté à se rendre à l'hôpital en cas de problème, autant (+5) sur la difficulté à rencontrer un spécialiste, +3 sur le rendez-vous avec un généraliste et +1 sur le paiement des dépenses de santé.

Ensuite, le « Benchmark » européen est encore une fois plutôt favorable à la France puisque, à part sur la difficulté à contacter un spécialiste (la France a le « pompon » dans ce domaine), nos concitoyens rencontrent systématiquement moins de difficultés que leurs voisins sur chacun des problèmes évoqués : jusqu'à -8 points sur le rendez-vous avec un généraliste ou la capacité à se rendre facilement dans un hôpital.

Mais ce niveau moyen de difficultés assez faibles et ces comparaisons flatteuses masquent des disparités conséquentes : ces disparités tiennent, d'une part, au lieu d'habitat, et, d'autre part et surtout au milieu social des personnes interrogées.

Ainsi, si seulement 15% des plus urbains (ceux habitant les grandes villes) disent avoir des difficultés à se rendre à l'hôpital en cas de problème leurs concitoyens habitant en zones rurales sont 21%, eux, à en rencontrer (soit près de 50% de plus).

Réciproquement, la difficulté à pouvoir se payer des soins est directement corrélée au milieu social, à l'âge et au niveau de revenu des personnes interrogées.

Alors que cela ne constitue une difficulté « que » pour 33% des plus de 65 ans, 21% des cadres et 23% des Français disposant des plus hauts revenus, c'en est une pour 48% des jeunes (15 points de plus que pour les seniors), 41% des « CSP – » (deux fois plus que pour les cadres) et 53% des Français aux plus bas revenus (deux fois plus que pour les Français aux plus hauts revenus).

Autre motif de réflexion et sans doute d'amélioration à rechercher pour les patients, la part de Français ayant (en moyenne) déjà rencontré au moins l'une des difficultés testées dans l'enquête atteint 72% et dépasse même le seuil symbolique des 50% (54%) en excluant la principale difficulté pointée – le rendez-vous avec un spécialiste –

Bref, malgré les hauts niveaux de satisfactions enregistrés sur notre système de santé, celui-ci peut encore s'améliorer.

Synthèse détaillée (5/13)

5) Plus des trois-quarts des Français (77%) affirment que les propositions faites par les candidats en matière de santé auront un impact important sur leur vote

Alors que 5 des principaux candidats de l'élection présidentielle (à l'exception de Marine Le Pen en visite à l'étranger) viennent de présenter la semaine dernière leurs propositions en matière de santé, nous avons demandé aux Français et aux Européens quel serait selon eux l'impact sur leur vote des propositions en matière de santé effectuées par les candidats à l'élection présidentielle.

Le résultat est spectaculaire : plus des trois-quarts des Français (77%) affirment que celles-ci auront un impact assez important, voire même « très important » sur leur vote.

Par ailleurs, si ce lourd impact sur le vote des propositions en matière de santé n'est pas une spécificité Française – en moyenne, les Européens sont 66% à dire eux-aussi accorder une grande importance dans leur vote à ce sujet – nos concitoyens sont ceux qui, en Europe, accordent le plus d'importance à ce sujet dans leur vote.

La France est ainsi n°1 en Europe avec 77% d'importance accordée à ces questions, devant le Royaume-Uni (2^{ème} avec 75% d'importance), l'Italie (3^{ème} avec 64%), l'Allemagne (4^{ème} avec 63%) et l'Espagne (5^{ème} et dernier avec seulement 50%).

Voilà qui est édifiant et fera sans doute réfléchir nos hommes politiques en campagne, même si ce résultat est finalement assez logique au regard de l'importance qu'accordent les Français aux questions de santé depuis des années, et de leur sentiment que nous serions, (pour une fois) dans ce domaine, mieux lotis que nos voisins.

Synthèse détaillée (6/13)

II – Les grandes réformes souhaitées en matière de santé : la réforme de l'assurance maladie et la lutte contre les déserts médicaux ou l'ère des paradoxes voire des injonctions paradoxales

1) Les mesures privilégiées pour réduire le déficit de l'assurance maladie : les Français approuvent toutes les mesures... du moment qu'elles n'impliquent aucun effort financier de leur part !

Oui, les Français ont une conscience aigüe de la nécessité de retoucher notre système d'assurance maladie pour en assurer la pérennité, et, oui, ils sont favorables à un certain nombre des mesures que nous leur avons proposé pour réduire le déficit de l'assurance maladie.

Mais... ils n'approuvent – et assez massivement – que les mesures qui ne leurs coûteront rien !

Ainsi, « favoriser les soins ambulatoires pour réduire les dépenses d'hospitalisation » (83% des Français y sont favorables), « inciter les médecins à limiter les arrêts maladies » (73%), « développer l'usage des génériques » (71%) ou encore (moins coûteuse) « intégrer les mutuelles dans la sécurité sociale pour que celle-ci prenne en charge 100% des frais de santé » sont des mesures plébiscitées par 7 à 8 Français sur 10.

Inversement, les mesures les plus « dures » ou nécessitant les efforts voire les sacrifices les plus importants suscitent une opposition absolue de nos concitoyens. C'est particulièrement le cas de la mesure phare que portait François Fillon à l'époque où il n'était encore que l'outsider de la primaire de la droite (et qu'il a évacuée depuis) : 9 Français sur 10 sont ainsi opposés à ce que « ne soient plus remboursés que les médicaments pour les maladies les plus graves ».

Mais sans aller jusqu'à de telles extrémités, toutes les mesures impliquant un effort supplémentaire ou un coût supplémentaire suscitent un large rejet.

Ainsi, les trois-quarts des Français (73%) sont contre « la mise en place d'une sorte de franchise en faisant payer à l'assurance complémentaire des patients les 1000 premiers euros ; les coûts supplémentaires éventuels étant par la Sécu au-delà de cette somme » et une nette majorité de 55% de nos concitoyens refuse par ailleurs que « le remboursement tienne compte des comportements des personnes (tabac, alcool, etc.) s'agissant de leurs pratiques ».

Bref, il ne sera pas très simple d'aller chercher des économies...

Synthèse détaillée (7/13)

2) Tout le monde, Français, directeurs d'hôpitaux et médecins s'accordent à dire qu'il y a un problème concernant la répartition des médecins sur le territoire par rapport aux besoins des patients... mais si les premiers cités demandent une plus grande intervention des pouvoirs publics pour y remédier, les médecins – eux – la refusent majoritairement

Il existe en France un formidable consensus sur l'importance de la question des déserts médicaux, et, plus globalement de la répartition des médecins sur notre territoire.

Ainsi, tout le monde, Français, médecins et directeurs d'hôpitaux s'accordent à dire que la répartition actuelle des médecins sur le territoire ne tient pas assez compte des besoins des patients.

C'est l'opinion de 86% des Français, 83% des médecins et même de 96% des directeurs d'hôpitaux que nous avons interrogés.

Mais...

Si les Français (81%) et les directeurs d'hôpitaux (87%) en tirent (logiquement) la conclusion que les pouvoirs publics devraient intervenir pour réguler la répartition des médecins libéraux sur l'ensemble du territoire... tel n'est pas l'avis d'une majorité de médecins (56% s'y opposent), qui, pourtant s'accordent à reconnaître le problème.

Par ailleurs, s'agissant du souhait des différents acteurs quant à cette action attendue de l'Etat (pour ceux qui la souhaitent), tous privilégient des mesures d'incitations positive (et donc coûteuse) jusqu'à présent assez largement insuffisantes en termes d'impact sur les mesures plus « coercitives » : les Français sont ainsi deux fois plus nombreux à souhaiter que l'Etat « accorde plus d'avantages aux médecins prêts à exercer dans des déserts médicaux » (46%) plutôt qu'à « obliger les médecins à s'installer dans les zones où ils sont en nombre insuffisant » (21%).

Les médecins, sont logiquement encore plus nombreux à préférer la première solution à la seconde : auprès d'eux le rapport est de 1 à 5 (48% contre 9%).

Ce ne sont pas là les seuls paradoxes ou contradictions que soulève notre étude sur ce sujet. Au contraire, s'agissant de la territorialisation des soins et de la question sensible des déserts médicaux, les opinions publiques n'ont pas peur de multiplier les injonctions paradoxales.

Synthèse détaillée (8/13)

3) Les médecins sont convaincus du bien-fondé qu'il y aurait à ce qu'ils soient plus nombreux à s'installer en zones démedicalisées. Mais, eux, ne veulent pas y aller : si les deux-tiers des médecins n'y exerçant pas pour le moment seraient favorables à une installation dans une petite ville de province, une proportion inverse refuserait par principe de s'installer en zones démedicalisées

Les Français comme les médecins eux-mêmes sont largement convaincus des nombreux attraits ou bénéfiques qu'il y aurait pour les médecins à exercer dans ces zones démedicalisées, et tout particulièrement dans les zones rurales.

Ainsi plus de 8 Français sur 10 et surtout plus des deux-tiers des médecins (de 65% à 81%) sont convaincus que la pratique de la médecine dans les petites villes et en zone rurale aurait à la fois une évidente vertu « pour éviter la désertification de ces zones » (89% des Français et 74% des médecins le pensent) mais aussi que cette installation aurait un double intérêt « égoïste » pour les médecins eux-mêmes :

87% des Français ET 81% des médecins pensent que « pour les médecins les rapports humains y sont plus variés et plus chaleureux » et 82% des Français ET 65% des médecins pensent même que cela permettrait de « privilégier la qualité de vie personnelle des médecins qui s'y installent (maison, hobbies, nature, etc.) »

Et pourtant, si les médecins interrogés sont très nombreux à envisager favorablement un changement d'installation pour aller dans une petite ville de province – presque deux fois de médecins en accepteraient (64%) le principe plutôt qu'ils ne le refuseraient (36%) – et s'ils envisagent aussi majoritairement, mais dans une moindre mesure, une installation en « banlieue pavillonnaire de grande ville » (53% contre 47% en accepteraient le principe), ils sont largement hostiles à toute idée d'installation dans les zones démedicalisées.

Ainsi 61% des médecins (n'y exerçant pas déjà) refuseraient de s'installer en zones rurales contre seulement 39% qui pourraient l'envisager.

L'installation dans une banlieue de grande ville ou dans une cité populaire est encore plus rejetée : 78% des médecins (n'y exerçant pas déjà) refuseraient de s'y installer contre seulement 22% qui pourraient l'envisager.

En moyenne (arithmétique) 7 médecins sur 10 refuseraient donc, a priori par principe de s'installer en zones rurales ou en banlieues.

Alors pourquoi les médecins ne se laissent-ils pas davantage tentés ?

Tout simplement parce qu'ils estiment très majoritairement qu'une telle installation (ici en zones rurales) aurait à la fois des conséquences fâcheuses pour eux en termes de praticité pour leur vie professionnelle, en termes de sacrifices personnels sur leurs loisirs, mais surtout pour leur vie de couple ou de famille.

Synthèse détaillée (9/13)

57% des médecins pensent que s'ils s'installaient en zones rurales « ils seraient obligés d'être toujours sur les routes », 64% qu'ils « feraient un sacrifice personnel car il n'y a pas autant de loisirs qu'en ville » et 78% qu'il « serait très difficile de pouvoir y entraîner leur conjoint ».

Mais tout espoir de faire bouger les consciences n'est pas exclu – en théorie en tout cas – car près d'un médecin sur deux (46% contre 52%) n'exerçant pas dans ces zones aujourd'hui estime qu'il pourrait finalement se laisser convaincre de s'installer en zones rurales ou en banlieues « si les mesures proposées leurs paraissaient suffisamment incitatives ».

Il y a donc matière à réfléchir à des solutions réellement incitatives pouvant modifier cet état de fait. Ce ne sera toutefois pas si facile.

4) Parmi les mesures visant à favoriser l'installation des médecins en zones désertées, beaucoup sont largement soutenues, y compris par les médecins. Mais, dès que ces mesures impliquent des efforts ou des sacrifices, cela ne passe plus

Parmi les nombreuses mesures évoquées dans le débat public pour inciter les médecins à exercer dans les zones désertées. Nombreuses sont celles qui font consensus et sont perçues comme assez convaincantes par une large majorité de Français, de directeurs d'hôpitaux et, surtout, de médecins. Sur les 12 mesures testées, 7 sont très largement approuvées par les uns comme les autres. Ces 7 mesures recueillent toutes plus de 50% d'approbation auprès des trois cibles, et même le plus souvent plus des deux-tiers d'approbation.

Sur les 5 autres mesures testées, 2 à 3 recueillent un niveau d'approbation plus mitigé (autour de 50% auprès des trois populations concernées) et seulement 2 mesures suscitent un très large et unanime rejet.

Malheureusement, ces mesures suscitant un large rejet – notamment des médecins, premiers concernés par le sujet – sont les mesures à la fois les plus « coercitives », les plus « faciles » à mettre en place immédiatement et, probablement, les plus efficaces pour résoudre le problème (si, toutefois, elles ne suscitaient pas une telle réprobation des acteurs).

C'est notamment le cas d'une mesure très forte : « imposer aux jeunes médecins une affectation autoritaire pendant leurs 10 premières années d'exercice ».

Les Français (59%) comme les directeurs d'hôpitaux (61%) sont une large majorité de à ne pas juger cette mesure convaincante. Quant aux médecins, encore plus directement concernés, ils sont TOUS ou presque résolument hostiles à cette mesure avec 89% de rejet !

Synthèse détaillée (10/13)

Il faut dire que nos médecins sont globalement toujours majoritairement hostiles à toutes les mesures qui impliqueraient un effort ou une pénalisation les concernant : alors que cette mesure serait, elle, approuvée par les Français (55%) comme les directeurs d'hôpitaux (63%), les trois-quarts des médecins (74%) rejettent ainsi l'idée consistant à « déconventionner les médecins qui s'installeraient dans les secteurs déjà surmédicalisés ».

Dans le même ordre d'idée, 6 médecins sur 10 ne jugent pas convaincante la mesure consistant à « ne pas prendre en charge une partie des cotisations sociales des médecins s'installant en zone surmédicalisées ». Une mesure qui, pourtant semblerait tout à fait convaincante pour une proportion inverse (60%) de directeurs d'hôpitaux et une nette majorité de Français (53% contre 46%).

En revanche, pas de problème pour certaines mesures, moins sacrificielles, et qui commencent déjà à être mises en place, avec une certaine efficacité. Ainsi, la mise en place de « maisons de professionnels de santé dans les zones démedicalisées » (89% des Français, 78% des médecins et 84% des directeurs d'hôpitaux interrogés jugent cette mesure convaincante) et la « mise à disposition d'un local professionnel par la municipalité » (86%, 78% et 65%) sont des mesures largement soutenues par l'ensemble des acteurs.

Synthèse détaillée (11/13)

III - La santé de demain : perceptions et attentes sur la formation des médecins et place de l'hôpital et de la santé connectée à l'avenir

1) Réformateurs, 85% des Français seraient favorables à la mise en place d'un mécanisme de re-certification des médecins et 56% seraient prêts à consulter auprès d'une infirmière plutôt que d'un médecin

Appréciant leurs médecins et leur faisant une grande confiance, les Français estiment très majoritairement que ce dernier « maîtrise les connaissances médicales les plus à jour ». C'est l'opinion de 81% d'entre eux et même de 92% des plus de 65 ans.

Mais... D'une part, tout le monde n'est pas aussi convaincu que cela de cette parfaite maîtrise. Ainsi, plus on est jeune, moins ce sentiment général est unanimement partagé : les 18-24 ans par exemple ne sont « que » 71% à le penser.

D'autre part, si l'ensemble des Français font bien cette large confiance à leur médecin, rares sont ceux qui en sont absolument « certains » : sur les 81% de Français pensant que leur médecin « maîtrise », seulement 24% en sont « certains », les autres pensant que c'est « probable ».

Résultat... Pour les Français, la confiance n'exclut pas le contrôle, ainsi 85% de nos concitoyens pensent « qu'il faudrait mettre en place pour les médecins un mécanisme de re-certification obligatoire des compétences, comme il en existe un pour les pilotes de ligne ».

Ce serait là un grand changement dans les pratiques que notre peuple, réputé conservateur, serait prêt à valider. Mais il est vrai que ce changement concerne les médecins, pas les Français directement. Mais, réformateurs, nos concitoyens seraient prêts eux-aussi à changer et à faire des efforts : ainsi, 56% des Français affirment qu'ils « seraient prêts à consulter une infirmière plutôt qu'un médecin pour garantir la permanence des soins ».

2) Largement concernés par la prise en charge du vieillissement, les Français pensent que la santé connectée peut être LA solution, mais ils estiment que les nouvelles technologies sont encore sous-utilisées et méconnues par les médecins et les acteurs de santé

Finalement réformateurs, les Français sont surtout très ouverts à la modernité et au développement des nouvelles technologies en matière de santé.

Ainsi, largement concernés par la problématique de la prise en charge du vieillissement et de la dépendance – les deux-tiers (67%) des Français et plus de 8 quinquagénaires sur dix (80% des 50-64 ans et 86% des plus de 65 ans) – les Français sont unanimement convaincus des bienfaits de l'utilisation des objets connectés dans ce domaine.

Synthèse détaillée (12/13)

Plus des trois-quarts de nos concitoyens pensent ainsi que l'utilisation d'objets connectés dans la santé, constitue une opportunité « pour aider au maintien à domicile des personnes âgées » (78%) et « une opportunité pour améliorer la prévention ».

Plus globalement, près de six Français sur dix (58%) pensent aussi et surtout qu'ils représentent une « opportunité pour la qualité des soins ».

Mais...malheureusement, les Français sont tout aussi convaincus que les nouveaux services liés à l'usage des nouvelles technologies, notamment pour le maintien à domicile des personnes âgées, sont à l'heure actuelle insuffisamment connus et utilisés par les acteurs de santé.

Les trois quarts des Français pensent ainsi qu'ils sont insuffisamment « présentés aux médecins et aux patients pour favoriser la prévention » (74%), insuffisamment « utilisés pour améliorer la permanence des soins et diminuer leur coût » (76%) et insuffisamment « financés par l'Etat et/ou la sécurité sociale pour en assurer le développement ».

Plus encore, 83% des Français jugent que ces nouveaux services ne sont guère « évoqués dans le débat politique ».

3) L'hôpital de demain vu par les Directeurs d'hôpitaux : ils sont convaincus qu'il pourra jouer un rôle positif contre les déserts médicaux

Si, en France, on critique souvent « l'hospitalo-centrisme », les Directeurs d'hôpitaux interrogés pour la première fois dans notre enquête refusent quant à eux majoritairement cette autoflagellation.

53% d'entre eux ne partagent pas cette critique, contre « seulement » 44% qui l'admettent.

Mais surtout, tous sont largement convaincus que l'hôpital de demain jouera un rôle positif dans la santé à construire et notamment s'agissant de la lutte contre les déserts médicaux.

Ainsi, 89% des directeurs d'hôpitaux pensent que l'hôpital jouera ce rôle positif en développant la télémédecine, et 88% en permettant davantage d'interconnexions avec les acteurs de santé locaux.

Près d'un directeur d'hôpital sur deux (45%) estime même que le développement des GHT déjà mis en place permettra, en soi, de lutter efficacement contre les déserts médicaux.

Synthèse détaillée (13/13)

4) Pour les Directeurs d'hôpitaux la prise en charge des personnes âgées constitue LE principal défi à relever pour les hôpitaux à l'avenir

Cette grande confiance des directeurs d'hôpitaux dans la capacité de l'hôpital à jouer un rôle positif dans la santé de demain n'exclut pas les inquiétudes quant aux nouveaux défis qui s'annoncent.

Interrogés sur ce que seront, selon eux, « les principaux défis pour les hôpitaux de demain concernant la prise en charge des patients dans le cadre de la transformation de leur métier », les directeurs d'hôpitaux ne sont pas diserts.

Ils en pointent de nombreux, mais font clairement de « la prise en charge des personnes âgées » leur principal défi pour les années à venir.

Avec 64% de citations, ce défi est, de loin, le plus important à leurs yeux. Il est presque deux fois plus cité que les autres défis qu'ils envisagent pour l'avenir.

D'ailleurs, le second de ces défis est en lien direct avec cette préoccupation et avec la problématique précitée des déserts médicaux : il s'agit du développement de la télémédecine. 35% des directeurs d'hôpitaux la présentent comme le principal défi à venir.

Elle devance de peu, un grand classique des défis hospitaliers – passé, présent, et à venir – l'engorgement des services d'urgences (34%).

Suivent les nouveaux services proposés aux patients comme les services à domicile (27%), là encore souvent en lien avec le défi n°1 portant sur la prise en charge des personnes âgées.

Alors qu'on les présente de plus en plus souvent comme des managers ou des comptables plutôt que comme des acteurs de santé, les directeurs d'hôpitaux placent bien ces défis relevant clairement de la santé publique bien avant les défis concernant leur casquette de manager.

Ainsi les problématiques de temps de travail (35h) pourtant ô combien complexe et chronophage pour eux, ne se situent qu'en avant dernière position (24%) et les problématiques liées aux tarifs supportés par les patients (10%) en dernière position.

Cela ne signifie, évidemment pas, que ces problèmes ne soient pas majeurs pour les directeurs d'hôpitaux, mais prouve simplement qu'ils n'occupent à leurs yeux qu'une place secondaire par rapport aux questions de santé.